



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique
du 30 septembre 2019**

PROCES-VERBAL

Monsieur le Président

Avant de procéder à l'ordre du jour, nous avons l'habitude d'honorer une personnalité de la Métropole, un homme, une femme, sportif, sportive, culturel, culturelle, chef d'entreprise, innovateur, ingénieur, qui s'est distingué dans le domaine de la solidarité. Nous lui remettons de façon fréquente, ou récurrente, la médaille d'honneur de citoyen de la Métropole de Montpellier. Aujourd'hui, avant de passer en revue un certain nombre d'informations qui sont importantes pour la Métropole de Montpellier, je voudrais demander... à mon cabinet de me faire passer la fiche sur Madame Parpillon, sinon je ne peux pas la présenter.

Je vais passer au point suivant le temps que les choses se mettent en route. Je voulais simplement vous faire part d'une acquisition que nous avons fait ces derniers temps lors d'une vente aux enchères qui a été annoncée à Drouot et qui s'est tenue à Luxembourg. Je remercie Michel Hilaire, conservateur du musée Fabre, et Florence Hudowicz, conservatrice du musée Sabatier d'Espeyran, qui ont pu travailler sur cette acquisition que je vais vous décrire, car c'est un objet extrêmement rare. Il a été mis en vente. Il revêt des teintes assez exceptionnelles. C'est une commode dont les mensurations sont les suivantes : 80 cm de haut, 130 de large et 60 de profondeur. Je connais l'objet par cœur car, avec Madame Hudowicz, nous avons suivi les enchères tout un dimanche, parce que nous ne voulions pas la laisser partir et nous ne voulions pas non plus l'acheter trop cher. Elle était mise à prix 15 000 €. Nous l'avons obtenue à hauteur de 18 000 €.

Cette commode date du XVIII^e siècle. Elle a été réalisée par des artisans très certainement montpelliérains. Elle représente la place royale du Peyrou qui est décomposée en trois parties : la partie centrale avec la statue équestre de Louis XIV et les deux allées latérales. Ce qui est très rare dans cet objet, c'est que le temple des eaux (le château d'eau) possède encore son dôme de pierre. Je rappelle que le temple des eaux était recouvert d'un dôme de pierre avant d'être recouvert par une structure en zinc, qui a d'ailleurs été refaite dans le cadre du plan pluriannuel de restauration de la place du Peyrou financé par la Ville, l'État et un peu la Région du temps de Georges Frêche. Cet objet d'ameublement est donc antérieur à la démolition du dôme du Peyrou c'est-à-dire 1794. Il est donc situé et daté entre 1772, date à laquelle a été remaniée la statue de Louis XIV puisque, là, elle est sur son socle, et la date à laquelle le dôme a été démoli c'est-à-dire 1794. Autrement dit, il s'agit d'une commode qui date de la période révolutionnaire.

Cette commode est destinée à venir enrichir les collections du musée Fabre et du musée Sabatier d'Espeyran. C'est un objet extrêmement rare, marqueté, de très belle qualité et parfaitement conservé. Je remercie Michel Hilaire et Florence Hudowicz car c'est avec elle que nous avons pu travailler tout cela et arriver à ce résultat.

Il existe à ce jour une autre représentation de la place royale du Peyrou avec le temple des eaux couvert d'un dôme, sur un prie-Dieu qui se trouve stocké à la société d'archéologie, c'est-à-dire au musée languedocien, chez Monsieur Deguara. Il représente, à peu près avec les mêmes schémas, une espèce de vue cavalière de la place royale du Peyrou.

Vous avez sur vos tables le Mag de la Métropole ainsi que le guide du tri et de collecte que présente Madame Barthas.

Avant de passer aux affaires plus politiques, je vais demander à Mademoiselle Maud Bodkin de bien vouloir nous rejoindre à la tribune et de nous gratifier de l'appel nominal des élus.

Madame Bodkin procède à l'appel.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Mademoiselle Bodkin. Monsieur le Maire de Montaud vient d'arriver, vous pouvez le noter présent.

Monsieur le Président déclare la séance ouverte.

Monsieur le Président

Quelques informations en début de conseil : premièrement, nous avons reçu un courrier de Tony Estanguet, président du comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 nous remerciant. Quand je dis « nous », il s'agit à la fois de Monsieur Commeinhes, Maire de Sète et Président de Sète Agglopôle Méditerranée, Monsieur Prêtre, Président de la Communauté de communes de Millau Grands Causses et moi-même puisque nous sommes ensemble pour devenir terre des Jeux olympiques de 2024 afin d'être camp de base. Il s'agit d'une belle alliance des territoires : Millau, Montpellier, Sète.

J'ai également reçu un courrier de Franck Riester, Ministre de la Culture, pour nous remercier et nous féliciter de l'ouverture du Montpellier Contemporain et nous indiquer que le Président de la République souhaitait le visiter lors d'un de ses prochains déplacements dans le département de l'Hérault.

Troisième information : un arrêté du Ministère de la Culture porte la nomination de Monsieur Gilles Gudin de Vallerin, conservateur général des médiathèques de notre Métropole, au conseil d'administration de la grande Bibliothèque nationale de France. Bravo à Gilles Gudin.

Autre point que je rajoute à ceux que je viens de vous énoncer : il s'agit de la lecture d'une lettre que j'ai adressée ce matin même au Chef de l'État avec copie au Préfet de Région et au Préfet de l'Hérault. Je vais vous la lire : *« Monsieur le président de la République, le rapport sur la situation financière et la gestion des collectivités locales et de leurs établissements publics, publié par la Cour des Comptes en septembre 2019, met en exergue dans son chapitre II les nouvelles Régions. Celui-ci confirme que les gains d'efficacité attendus sont limités en particulier dans les domaines de l'économie, des transports et, en général, des périmètres de leurs compétences. »*

De surcroît, la fusion des Régions a provoqué des surcoûts importants de charges de fonctionnement et une baisse relative des investissements. Tout ceci est confirmé pour la Région Occitanie dans les données présentées et analysées par ce rapport, ce qui interroge, certes, sur la gestion actuelle de son exécutif mais surtout pose le problème sur la pertinence de la taille de cette Région depuis la fusion. On pourrait seulement se référer à l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement qui, entre 2014 et 2016, ont progressé de 7,6 %, ce qui place l'Occitanie en tête des Régions devant la Guyane, la Guadeloupe, la Martinique, la Corse, etc., et de plus de 10 % de 2015 à 2019. Je rappellerai que ce projet de fusion est issu du précédent Gouvernement dans lequel siégeait Madame Delga.

Sur le principe qu'un pays moderne qui ne se remet pas en question régresse, j'ai considéré que cette réforme pouvait avoir du sens si elle permettait de développer une stratégie politique équilibrée, des institutions et collectivités dans l'esprit des établissements publics de coopération territoriale avec une représentation des élus des territoires. Il se trouve qu'en l'absence d'une réforme qui viserait à instaurer une gouvernance de la Région sous la forme d'une interdépartementalité avec des conseillers territoriaux telle que vous l'aviez évoquée, Monsieur le président, reprenant une proposition du président Sarkozy, j'avais proposé ce même principe à Madame Lebranchu, alors Ministre de la Décentralisation, avant la publication de la loi NOTRe et écrit une tribune en ce sens, reprise in extenso par le journal l'Opinion.

On ne peut que constater que la taille de cette Région Occitanie ne lui permet pas de répondre aux exigences citoyennes. Cette situation n'est pas acceptable et représente un obstacle certain à notre développement qui est, de plus, rythmé par une forte croissance démographique et un gros handicap pour les finances de l'État. Il me semble qu'à l'examen et à l'analyse du rapport de la Cour des Comptes, une réflexion doit être engagée sur ce découpage régional. La situation actuelle de l'Occitanie n'est pas viable. Il convient donc de revenir à l'ancienne répartition du territoire avec une Région Languedoc-Roussillon tournée vers la Méditerranée et une Région Midi-Pyrénées.

Je vous prie, Monsieur le président, d'agréer... »

Applaudissements.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Je n'avais pas pensé que vous applaudiriez mais cela me fait plaisir.

Dernier point : le président de la République Jacques Chirac nous a quittés. Nous avons, tout à l'heure, participé à la cérémonie officielle à 15 heures devant la Métropole. Il y a eu aussi une cérémonie à la Mairie de Montpellier. D'autres Maires ont également fait cela dans leurs Mairies respectives.

Monsieur Larue, lors du Conseil municipal de Montpellier, nous a fait la proposition de donner le nom de Jacques Chirac, comme il est inscrit dans *Midi Libre* ce matin, aux halles Laissac. Ce qui n'est pas inscrit dans *Midi Libre* ce matin et que je vais répéter, c'est ma réponse : ce n'est pas un non abrupt que j'ai délivré. Pourquoi ai-je dit cela ? Il n'était pas concevable de retirer aux halles Laissac le nom d'Alexandre Laissac, Maire de Montpellier. Il s'agit du seul Maire de Montpellier à avoir été Président du Conseil général de l'Hérault, du seul Maire de Montpellier à avoir été Conseiller général du canton d'Olargues, du seul Maire de

Montpellier à avoir participé au courant de la libre-pensée à l'époque où celle-ci était moins inféodée aux partis politiques, du seul Maire de Montpellier à avoir créé le premier lycée de jeunes filles, le lycée Clemenceau, à une époque où les femmes n'avaient pas le même droit à l'instruction que les hommes. Il est hors de question que l'on débaptise les halles Laissac.

Cependant, on ne peut pas ne pas proposer un équipement pour un président de la République. Il m'est alors venu une idée et je tenais à vous en faire part. Je pensais que l'on pouvait donner le nom de Jacques Chirac au palais des congrès de Montpellier : « *palais des congrès Jacques Chirac* ». Pourquoi ? Tout d'abord parce qu'il s'agit d'un équipement important de la ville, digne d'un président. Deuxièmement, il se situe à la bordure de l'esplanade Charles de Gaulle et à proximité de l'avenue François Delmas. Je crois qu'il ne serait pas mal de pouvoir compléter – si j'ose dire – cet ensemble par le nom du président de la République.

De même, François Mitterrand n'a pas donné son nom à un grand équipement à Montpellier. Je connais l'histoire et nous n'allons pas la refaire. Je ne suis pas comptable de l'histoire des autres. Je considère que François Mitterrand a été un grand président de la République. Deux mandats. La peine de mort, etc. François Mitterrand n'a, aujourd'hui, pour toute symbolique que le nom d'une école. Je proposerai son nom au conservatoire de musique, lui qui était un grand homme de culture : « *conservatoire François Mitterrand* » (culture, danse, art dramatique).

Voilà ce que je voulais partager avec vous aujourd'hui. Je crois que ce sont des propositions qui sont un peu dues au bon sens.

Je vais maintenant appeler Marie-Delphine Parpillon à mes côtés en m'excusant pour ce retard.

Je voudrais demander à Jean-Luc Savy, Maire de la commune de Juvignac, de venir à mes côtés. Marie-Delphine Parpillon a été sacrée championne du monde de judo en 2018. Pour comprendre l'origine de sa famille, même si vous êtes née à Montpellier et que vous résidez à Juvignac, il faut remonter du côté de la Savoie. Le judo est une affaire de famille chez vous : les garçons ont ça dans le sang et vous aussi. À son grand désespoir, votre mère vous prédestinait plutôt à la danse classique. Mais, dès l'âge de cinq ans, vous trouvez beaucoup plus amusant d'aller défier les garçons sur le tatami, avec votre frère qui avait été plus logiquement amené à le fréquenter. Puis, le virus vous a prise. Vous vous êtes passionnée pour ce sport et vous n'avez jamais plus arrêté. À 16 ans, vous avez eu votre ceinture noire. Vous avez attaqué la compétition très jeune avec des podiums aux championnats interrégionaux. Puis, les choses sérieuses ont commencé : troisième au championnat de France universitaire, accession à la première division pendant sept ans en individuel ; la première division étant le plus haut niveau français. Malheureusement, ce niveau est très peu accessible car réservé à l'élite et aux judokas qui s'entraînent avec l'INSEP c'est-à-dire ceux qui sont plutôt professionnels. Puis, il y a une accession à la première division par équipe avec les filles du *Jita kyoei* en 2014. Un peu plus tard, vous êtes entrée parallèlement dans le circuit vétérans ouvert aux plus de 30 ans : championne d'Europe à Prague en 2014, championne du monde à Malaga en 2014 ; troisième au championnat d'Europe à Glasgow en 2018 et championne du monde à Cancún en octobre 2018.

Vos objectifs : vous êtes sélectionnée pour les championnats de France 2^{ème} division à Villebon le 22 juin prochain. Vous disputerez également le championnat d'Europe vétérans aux Canaries fin juillet et les championnats du monde à Marrakech en octobre 2019.

À presque 40 ans, maman de deux enfants, nous saluons votre courage et votre ténacité. Vous êtes un modèle pour nos juniors, garçons et filles, et un symbole pour le sport féminin dont Montpellier et sa Métropole sont la capitale. Je suis très heureux, Marie-Delphine, de vous faire citoyenne d'honneur de la Métropole de Montpellier.

Marie-Delphine PARPILLON

Merci Monsieur le président, Philippe Saurel, pour cette distinction et merci Monsieur le Vice-Président Jean-Luc Savy, Maire de Juvignac, qui en est tout de même à l'initiative. Même si je suis née à Montpellier, je suis aujourd'hui, juvignacoise d'adoption. J'ai une pensée pour mes deux entraîneurs de club : Jean-Yves Cassan et Philippe Mounir et pour tous mes partenaires d'entraînement au *Jita kyoei*, qui est un club montpelliérain. *Jita kyoei*, en japonais, signifie entraide et prospérité mutuelle car même si le judo est un sport individuel, sans les autres, on ne progresse pas. C'est une école de vie. On apprend cela tout petit. C'est deux titres de championne du monde, je les dois beaucoup à mes partenaires d'entraînement. J'ai la chance de pouvoir m'entraîner sur un tapis où il y a 40 ceintures noires à Veyrassi, à Montpellier, beaucoup d'universitaires,

beaucoup de jeunes et beaucoup d'anciens comme moi, car à 40 ans, on est une ancienne.

Merci encore. C'est un honneur de recevoir cette distinction car le judo, comme bien d'autres sports, demande énormément de sacrifices. Il y a des blessures, des coups. C'est dur mais quel bonheur, même après une première carrière à haut niveau, d'aller chercher des médailles au niveau européen et mondial en vétéran tout cela en ayant une vie de maman bien remplie avec deux enfants et un travail très prenant. Je voulais également remercier ma famille et mes enfants ainsi que mon conjoint pour leur compréhension au quotidien de cette énorme passion qui prend de la place. Merci beaucoup.

Monsieur le Président

Merci à vous. Je vous remets la médaille ainsi qu'un petit livre *Montpellier, citoyenne du monde* en vous souhaitant un bon rétablissement pour le genou ; je sais ce que c'est.

Nous allons passer à l'ordre du jour.

Monsieur le Maire de Saint Georges d'Orques.

Jean-François AUDRIN

Monsieur le Président, c'est le Conseiller régional qui vous parle. Comme tout le monde, je viens d'écouter la lecture de votre courrier et je voulais vous dire combien j'étais d'accord avec vous. Si jamais ce courrier venait à avoir une suite, je suis persuadé que moi-même et certains de mes collègues Conseillers régionaux seront prêts à appuyer la démarche à vos côtés.

Monsieur le Président

Merci beaucoup.

Nous allons bien sûr donner ce courrier aux membres de la presse, que je remercie pour leur présence. Monsieur Domergue.

Jacques DOMERGUE

Votre courrier, Monsieur le Président, m'a surpris car je me rappelle l'époque où il y avait dans les tiroirs la fusion potentielle de Midi-Pyrénées et du Languedoc-Roussillon. Le précédent Président de la Région Languedoc-Roussillon, Bourquin, y était opposé. Je n'ai pas exactement les dates en tête mais j'ai le souvenir que vous aviez acté le fait que cette fusion se ferait et que vous aviez vanté, à l'époque, la complémentarité qu'il y aurait entre les deux Métropoles de Montpellier et de Toulouse. D'ailleurs, dans cet esprit, je crois que vous avez délégué à Max Lévi et à François Chollet la responsabilité de maintenir ce lien étroit entre les deux villes dont nous avons souvent entendu parler au début de votre mandat et dont nous n'entendons plus parler aujourd'hui. Pourriez-vous nous dire exactement ce qu'il en est ? Le revirement de situation peut se comprendre parce qu'il n'y avait que le Ministre pour imaginer que nous pourrions faire des économies mais tous les Français savaient que le redécoupage des Régions et les fusions allaient se traduire par des dépenses supplémentaires.

Monsieur le Président

Monsieur Domergue, vous ne m'avez pas écouté. Je reprends le petit paragraphe. Je dis dans ce courrier que lorsqu'il y a eu le projet de fusion, j'avais été un de ceux qui l'avaient accompagné car je pense qu'un pays qui n'est pas capable de discuter la structure de ses institutions est un pays qui régresse. C'est exactement ce qui est marqué dans ce courrier. J'avais fait, à l'intérieur même de la proposition de loi NOTRe, une proposition à Madame Lebranchu qui consistait à intégrer dans l'exécutif régional...

Jacques DOMERGUE

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Vous vous en rappelez. Cette proposition n'a pas été prise. Aujourd'hui, que constatons-nous à la lumière des dossiers de la Cour des Comptes ? Que ça ne marche pas en Languedoc-Roussillon – Midi-Pyrénées. Ça marche dans d'autres Régions mais pas ici. Regardez le diagramme fait par le Cabinet Klopfer présentant l'ensemble des résultats sur toutes les Régions de France et vous verrez que ça ne marche pas ici. Je suis pragmatique. Le premier, ici, c'est l'Occitanie. Là, ce sont les dépenses. En Île-de-France, il y a 0,50 d'augmentation des dépenses ; 0,10 en Bretagne ; zéro en Grand Est et nous, nous sommes à 7,6 voire 10. Ça

ne marche pas. C'est trop grand. Ce n'est pas jouable. Le Gouvernement précédent de Monsieur Hollande, avec Madame Lebranchu et Manuel Valls, avait proposé cette réforme territoriale. J'avais dit qu'un pays qui n'est pas capable de rediscuter ses fonctionnements est un pays qui s'étirole. En fait, je me suis dit que cela pouvait donner un coup de booster mais à condition que l'on mette en place des fonctionnements comme ceux que j'avais proposés à Madame Lebranchu et qu'elle n'a pas retenus. OK. Je vois le résultat aujourd'hui. Ce n'est pas moi qui parle mais la Cour des Comptes. Non seulement c'est très compliqué sur le terrain d'avoir deux pôles aussi éloignés qui génèrent des augmentations de financement extraordinaires mais, de plus, c'est l'État qui paye parce que les Régions ne lèvent pas l'impôt ; c'est l'État qui finance c'est-à-dire nous. Donc, c'est pragmatique. Je demande donc que l'on revienne à l'ancienne formule. J'ai le droit de demander après, le Gouvernement fera ce qu'il veut. Je pense que c'est la meilleure solution. D'ailleurs, je n'avais pas anticipé les applaudissements. Monsieur Revol.

René REVOL

Juste un mot pour ne pas s'éterniser sur ce point. Tout d'abord, j'ai toujours été opposé à cette fusion et je pense que l'argument principal que vous avez avancé dans votre lettre, que j'approuve, c'est le fait que cette fusion aboutit à une mise à distance du citoyen qui est vivement ressentie dans la relation avec la Région. À ce sujet, cela se ressent aussi dans d'autres grandes Régions dont la cohérence territoriale ne va pas de soi comme Auvergne-Rhône-Alpes où il y a le même genre de critiques. Il faut réfléchir quand on fait une réforme institutionnelle, dans le contexte actuel où nos concitoyens attendent plus de proximité, à faire des entités qui puissent être abordables. On peut, y compris, envisager une réforme du fonctionnement de la Région pour aller dans ce sens. Je pense que c'est l'argument principal.

Monsieur le Président

Monsieur Revol, je suis pratiquement d'accord à 100 % avec vous, y compris sur le fonctionnement et la place des Régions. Nous n'allons pas en parler ici. Je tenais simplement, eu égard au nouveau rapport de la Cour des Comptes qui vient d'être rendu public, de faire le constat et de le partager avec vous. Je ne critique pas pour critiquer. Quand j'ai dit « *d'accord, nous allons essayer avec la grande Région* », j'ai dit d'accord mais j'ai proposé un certain nombre d'améliorations à Madame Lebranchu, qu'elle a refusées. Aujourd'hui, je ne critique pas pour critiquer. Je dis seulement que la Région, comme le disent les rapports de la Cour des Comptes, n'est pas viable. Monsieur Calvat.

Renaud CALVAT

Merci. Très vite, Monsieur le Président. Il ne m'appartient pas ici de juger la gestion d'une collectivité souveraine. Néanmoins, je pense qu'il faut aussi pondérer cette augmentation, et vous le savez, avec l'évolution importante de la population en Occitanie. Vous savez que la Région Occitanie en France est celle qui accueille le plus de nouveaux habitants chaque année, comme la Métropole de Montpellier. Nous pouvons faire beaucoup d'efforts et maîtriser nos frais de fonctionnement ici mais lorsque la population augmente, lorsque le nombre de collégiens augmente et que le nombre de lycéens augmente, mathématiquement et mécaniquement, les frais de fonctionnement augmentent car c'est lié au fait que nous attirons de la population. C'est aussi une chance et vous l'avez souvent dit. Je pense qu'il n'est pas inutile aussi de pondérer cela par cette évolution de la population qui crée aussi du développement économique, de l'activité, de la richesse dont nous avons tous besoin.

Monsieur le Président

Force est de constater, Monsieur Calvat que nous, ici, à la Métropole, nous subissons la croissance démographique de plein fouet, que nous maintenons, depuis six ans, 0 % d'augmentation des taux d'imposition et que nous respectons le contrat financier avec l'État.

Je passe à l'ordre du jour.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE MÉTROPOLÉ DU 30 SEPTEMBRE 2019

Monsieur le Président

L'ordre du jour comporte 78 affaires. Je vous propose de retirer l'affaire 51. Il en contient donc 77. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

Pour : 85 voix

ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL DE MÉTROPOLÉ DU 23 JUILLET 2019

Monsieur le Président

Avez-vous des observations à formuler sur la rédaction du procès-verbal du Conseil de Métropole du 23 juillet 2019 ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

Pour : 85 voix

APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES : Présentation des décisions prises par le Président et non présentées lors du dernier Conseil

Le Conseil prend acte de la synthèse des décisions.

AFFAIRE N° 1 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – MODALITÉS DE MISE À DISPOSITION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°6 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE PEROLS – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 1 : il s'agit d'urbanisme, de planification. Ce sont les modalités de mise à disposition de la modification simplifiée n° 6 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Pérols en accord avec son Maire. Qui demande des explications ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 2 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE PEROLS – MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°5 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n°2 : Commune de Pérols – Modification simplifiée du PLU. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 3 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – DECLARATION DE PROJET VALANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DU CRES – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 3 : Planification et aménagement durables – Déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune du Crès, avec l'accord du Maire. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 4 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER – MODIFICATION N°3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 4 : Commune de Murviel. Il s'agit de la modification du PLU n° 3 avec l'accord du Maire de Murviel. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Je m'adresse à mon Cabinet. Je souhaiterais que Madame Touzard soit conviée pour le Pacte de Milan, même si le nombre d'élus est tout à fait restreint pour les séances officielles. Si c'est possible, si elle est disponible et qu'elle le souhaite, je voudrais qu'elle puisse participer le 8 aux journées scientifiques ainsi qu'au repas le soir.

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 5 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – COMMUNE DE MONTPELLIER – PROGRAMME DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS DE LA ZAC BEAUSOLEIL - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 5 : Il s'agit de la commune de Montpellier et du programme des équipements publics de la ZAC Beausoleil. Qui demande la parole ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, Mme Stéphanie JANNIN, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

AFFAIRE N° 6 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – ZAC ROQUE FRAÏSSE – GARANTIE D'EMPRUNT A LA SOCIETE D'ÉQUIPEMENT DE LA REGION DE MONTPELLIER (SERM) CONCESSIONNAIRE – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 6 : ZAC Roque Fraïsse – Garantie d'emprunt à la société d'équipement de la Région de Montpellier. Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 7 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – COMMUNE DE MONTPELLIER - SECTEUR CAMBACERES – CONCESSION D'AMÉNAGEMENT – GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA3M – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme J. FRÊCHE entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 7 : Madame Marion vous propose, sur le secteur Cambacérès, la concession d'aménagement. C'est une garantie d'emprunts à la SA3M. Qui demande la parole ? Contre ? Abstention ? Un contre. Monsieur le Maire de Montaud.

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, mes chers collègues, j'ai le pouvoir de Cyril Meunier et, en son nom, je voudrais dire ces quelques mots concernant cette demande de garantie d'emprunts. Cyril Meunier m'a communiqué que la commune de Lattes s'abstiendrait pour la simple et bonne raison qu'aujourd'hui, pour une garantie d'emprunts de l'ordre de 13 millions d'euros, nous n'avons quasiment aucun dossier concernant cette zone, sur ce qui y sera fait et quels aménagements y seront prévus. Avec ces éléments, la commune de Lattes et son Maire, Monsieur Meunier, s'abstiennent sur cette décision.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Il y a beaucoup de Lattois. Vingt et une abstentions. Adoptée à l'unanimité des exprimés.

Affaire 8 : il s'agit de la commune de Lattes, parc d'activités des Commandeurs, instauration d'un périmètre de prise en considération au titre de l'article L. 424-1 du Code de l'urbanisme.

Pardonnez-moi, je suis obligé de recommencer le vote parce que Monsieur Meunier ne pouvait pas y prendre part. Qui s'abstient ? Vingt abstentions.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Renaud CALVAT, Mme Véronique DEMON, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, Mme Véronique PEREZ, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Abstentions : 20 voix

Se sont abstenus : M. Pierre BONNAL, Mme Anne BRISSAUD, M. Roger CAIZERGUES, Mme Michelle CASSAR, M. Christophe COUR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, Mme Carole DONADA, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR, M. Thierry QUILES, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL, M. Henri ROUILLEAULT, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.

AFFAIRE N° 8 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – COMMUNE DE LATTES – PARC D'ACTIVITÉS DES COMMANDEURS – INSTAURATION D'UN PÉRIMÈTRE DE PRISE EN CONSIDÉRATION AU TITRE DE L'ARTICLE L. 424-1 DU CODE DE L'URBANISME - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 8 : Commune de Lattes – Parc d'activités des Commandeurs - Instauration d'un périmètre de prise en considération au titre de l'article L. 424-1 du Code de l'urbanisme. Qui demande la parole ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Heureusement que nous ne nous abstenons pas pour Lattes ou que nous ne votons pas contre sinon, nous arrêterions le projet.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 9 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – COMMUNE DE MONTPELLIER – PROGRAMMES D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE) - REVERSEMENT A MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE DES PRODUITS DES PAE – MODIFICATION DU MONTANT DU REVERSEMENT POUR L'EXERCICE 2018 ET DE LA CONVENTION FINANCIÈRE CORRESPONDANTE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 9 : Commune de Montpellier – Programmes d'Aménagement d'Ensemble (PAE) – Reversement à la Métropole des produits des PAE. Qui demande des explications ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 10 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) – SARL SUN LODGE - COMMUNE DE MONTPELLIER - APPROBATION DE LA CONVENTION DE PUP - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 10 : Projet Urbain Partenarial (PUP) – SARL SUN LODGE – Commune de Montpellier. Il s'agit d'un PUP. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 11 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) - COMMUNE DE MONTPELLIER - QUARTIER PORT MARIANNE A MONTPELLIER - SECTEUR MAS COMBELLE - INSTAURATION D'UN PÉRIMÈTRE DE CONVENTIONS - CONVENTION DE PUP AVEC VINCI IMMOBILIER / ACM ET LA SERM - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 11 : toujours un PUP sur la commune de Montpellier sur le quartier Port Marianne, Mas Combelle. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Sonia KERANGUEVEN, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

AFFAIRE N° 12 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) - SOCIETE EN NOM COLLECTIF (SNC) MARIGNAN RESIDENCES - COMMUNE DE MONTPELLIER - APPROBATION DE LA CONVENTION DE PUP - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 12 : toujours un PUP – Société en Nom Collectif (SNC) MARIGNAN Résidences – Commune de Montpellier – Approbation de la convention. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 13 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET ROXIM FINANCE – AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE PUP – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 13 : Projet Urbain Partenarial (PUP) entre la Métropole de Montpellier et Roxim Finance. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 14 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) L'OLIVETTE - SCCV KALELITHOS-AQUIPIERRE – COMMUNE DE SAINT-BRES – PÉRIMÈTRE D'APPLICATION DE LA CONVENTION DE PUP - CONVENTION DE PUP – CONVENTION DE REVERSEMENT A LA COMMUNE – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. YOUSSEUS sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 14 : PUP L'Olivette - SCCV Kalelithos-AQUIPIERRE – Commune de Saint-Brès. Madame Jannin ne prend pas part au vote.

À la demande du Maire de Saint-Brès, il est proposé de remplacer dans la délibération et la convention les termes « *une participation à la création d'un nouveau groupe scolaire* » par « *une participation financière pour répondre aux besoins en groupe scolaire* ».

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 15 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) BIR HAKEIM – TERRES DU SOLEIL PROMOTION – COMMUNE DE PEROLS – DELIMITATION DU PÉRIMÈTRE DE PUP « BIR HAKEIM » – CONVENTIONS DE PUP « BIR HAKEIM I » ET « BIR HAKEIM II » ET PÉRIMÈTRE D'APPLICATION DES PRESENTES - CONVENTION DE REVERSEMENT A LA SA3M – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme V. DEMON entre en séance (le pouvoir donné à Mme V. PEREZ est annulé).

Monsieur le Président

Affaire 15 : PUP Bir-Hakeim – Terres du Soleil Promotion – Commune de Pérols. Qui demande la parole ? Contre ? Abstention ? Une abstention. Madame Gianiel. Adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Isabelle GIANIEL.

AFFAIRE N° 16 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) – CONVENTIONS DE REVERSEMENT AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU DES COMMUNES DU BAS LANGUEDOC (SBL), AU SYNDICAT MIXTE DE GARRIGUES CAMPAGNE (SMGC) ET A LA REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 16 : toujours un Projet Urbain Partenarial (PUP) – Conventions de reversement au syndicat intercommunal d'adduction d'eau des communes du Bas Languedoc. Qui demande la parole ? Je suis le seul à voter ! Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-Marc ALAUZET, M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, M. Roger CAIZERGUES, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Robert COTTE, Mme Carole DONADA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, M. Laurent JAOL, Mme Sonia KERANGUEVEN, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, Mme Patricia MIRALLES, M. Arnaud MOYNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Yvon PELLET, M. Thierry QUILLES, M. Jean-Luc SAVY, M. Joël VERA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

AFFAIRE N° 17 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ - 1 850 AVENUE DE L'EUROPE - CESSIION DES VOLUMES 1 ET 4 DE L'ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION EN VOLUME PORTANT SUR LES PARCELLES CADASTREES AR N°142, AR N°172 ET AR N°173 - APPROBATION

M. R. YOUSSEOUS entre en séance.

M. C. COUR (avec le pouvoir de M. A. LARUE) sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 17 : Commune de Castelnau-le-Lez – 1 850 avenue de l'Europe – Cession des volumes 1 et 4 de l'état descriptif de division en volume portant sur les parcelles cadastrées AR n°142, AR n°172 et AR n°173. Pas de demande d'intervention ? Si, Monsieur Rouilleault.

Henri ROUILLEAULT

Merci Monsieur le Président. Chers collègues, je trouve que cette délibération pose un problème de méthode. Il s'agit d'un terrain qui appartient à la Métropole mais l'enjeu concerne de tout près les Castelnaudviens et Castelnaudviennes puisque c'est un terrain d'un tiers d'hectare qui se situe à proximité immédiate du centre commercial des *Arcades*, et d'un certain nombre de services, ainsi que de la station de tramway *Centurions*. Ce sujet n'a jamais été évoqué en Conseil municipal de Castelnau, sauf jeudi dernier, en quelques phrases en fin de séance, à ma demande puisque j'avais repéré que cela venait ce soir en délibération. Ce n'était pas à l'ordre du jour.

Je pense que le projet aurait mérité et mériterait un débat approfondi avec les plans et tous les éléments sur la table. C'est un projet qui va faire disparaître une centaine de places de parking, actuellement utilisées près de la station de tramway *Centurions*. Il en restera, au terme du projet, une quarantaine plus d'autres en sous-sol pour les habitants des logements qui seront construits. Tout cela aurait mérité d'être discuté de façon très détaillée. Je ne me prononce pas à fond sur le pour et le contre du projet mais il faudrait que l'ensemble des arguments puisse être débattu. L'avenue de l'Europe est un désastre urbanistique. C'est ce que Jean-Pierre Grand appelait les Champs-Élysées de Castelnau. Je pense que tous ceux qui y passent, savent que ce ne sont pas les Champs-Élysées ; heureusement pour la France. Il y manque un nombre de places de parking tout à fait considérable pour les commerçants. On a pensé qu'il aurait 3 km de commerces tout au long de l'avenue. Les commerçants ont énormément de mal à survivre faute de places de parking. Je les ai tous entendus dire : « *no parking, no business* ». C'est donc un problème de places de parking, c'est un problème d'embouteillage tout à fait considérable, c'est un problème de piste cyclable qui n'existe qu'entre deux des stations de tram et pas sur l'ensemble de l'avenue.

La requalification de l'avenue de l'Europe est une nécessité. À mon sens, il est dommage de passer très vite sur une délibération de cette nature qui, dans un premier temps, va conduire à un engorgement supplémentaire de cette avenue de l'Europe. Je pense qu'il faudra, après les élections municipales et après débat, que la requalification de l'avenue de l'Europe devienne une question tout à fait importante pour notre commune, bien sûr, et pour notre Métropole.

Je pose le débat et, au préalable, je me permettrai de voter contre pour une question de méthode : la commune aurait dû en discuter d'abord.

Monsieur le Président

Je vais prendre la défense du Maire de Castelnau puisque la Métropole est liée. Il s'agit là de la construction de logements abordables...

Henri ROUILLEAULT

Propos hors micro.

Monsieur le Président

... et Castelnau votera pour. Je n'aime pas que l'on attaque mon sénateur comme ça. Je n'aime pas ça. D'abord, quand le gars n'est pas là, c'est un peu « *crade* » de l'attaquer. Deuxième point : ce n'est pas parce que, de temps en temps, il a un ton un peu acerbe qu'il faut le jeter aux orties. Peut-être sera-t-il encore sénateur. Il faudra s'interroger sur qui possède les grands électeurs. Il faudra voir cela. Donc, je dis que la Mairie de Castelnau, en assurant la mixité sociale sur ce programme, fait bien.

Là où je rejoins Monsieur Rouilleault, c'est sur la requalification de l'avenue de l'Europe. Il a raison. Mais, la tâche est complexe. Elle est très compliquée et je vais vous dire pourquoi. L'opposition se manifeste bien tard. Pourquoi, au moment de la construction des logements, serrés les uns contre les autres, sans faire de périmètre d'étude qui permettait de surseoir à statuer sur les permis et donc de réorganiser l'ensemble des logements autour de l'avenue de l'Europe avec des espaces publics, des parkings, n'y a-t-il pas eu d'opposition majeure ? Pourquoi n'y en a-t-il pas eu à l'Agglomération ? Vous me direz que la voirie n'était pas encore transférée ; c'est vrai. La faute en incombe donc complètement à la commune de Castelnau. Nous n'y sommes pour rien sur l'avenue de l'Europe. Maintenant oui, parce que la voirie a été transférée en termes de compétences à la Métropole. Mais, quand elle était sous le régime Ville, nous n'étions pour rien dans les décisions ; c'est le Conseil municipal de Castelnau qui était à la manœuvre. Enfin, j'aurais presque envie de le défendre sur ce coup.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Un contre. Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 1 voix

A voté contre : M. Henri ROUILLEAULT

AFFAIRE N° 18 : AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION – PROJET DE CREATION DE DEUX ASSOCIATIONS FONCIERES AGRICOLES AUTORISEES – POINT D'ETAPE – CREATION D'UN COMITE DE PILOTAGE ET D'EXPERTISE – APPROBATION

Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. H. MARTIN, M. G. LANNELONGUE et M. C. COUR (avec le pouvoir de M. A. LARUE) entrent en séance.

M. R. YOUSSEUS sort de séance.

Mme B. ROUSSEL-GALIANA sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. R. REVOL.

Monsieur le Président

L'affaire 18 : projet de création de deux Associations Foncières Agricoles (AFA). J'en profite pour vous indiquer que nous recevrons les villes du pacte de Milan le 7, le 8 et le 9 octobre à Montpellier. C'est un immense privilège que de pouvoir recevoir les villes du Pacte de Milan. Avec Madame Touzard, en 2015 à Milan lors de l'exposition universelle, nous sommes allés signer notre adhésion à l'idéologie et à l'engagement du Pacte de Milan. Quelques années plus tard, au cours de l'assemblée générale qui avait lieu à Tel-Aviv en 2018, Madame Fourcade a proposé la candidature de Montpellier. Celle-ci a été retenue par le bureau du Pacte de Milan. En 2015, 47 villes, dont nous étions, avaient signé le Pacte de Milan. Aujourd'hui, il y en a 200. 100 d'entre elles seront présentes à Montpellier le 7, le 8 et le 9. Je vais vous en donner quelques-unes pour vous mettre l'eau à la bouche. Il y aura 40 Maires ou premiers adjoints sur les 100. Je vais commencer par l'ouest jusqu'à l'est. À l'ouest : Washington, New York. Je descends : Cordoba en Argentina, Rio de Janeiro. Il y a une dame qui opine du chef là-haut. Elle ne doit pas comprendre l'espagnol. Vous le comprenez ; alors, ça va. Je vais continuer. Cordoba, Rio de Janeiro – mais là, c'est du portugais – et bien d'autres. En Afrique, nous avons Douala, Abidjan, Brazzaville ainsi que de nombreuses capitales. Il y a également Bethléem, Tel-Aviv. En Europe, on a Vienne en Autriche, Trente en Italie mais également des villes hollandaises, Londres, Manchester – qui viendra signer son adhésion au Pacte de Milan à Montpellier –, Barcelone en Espagne, Lisbonne au Portugal, Genève et toutes les villes françaises qui ont signé le Pacte de Milan (Paris, Marseille, Bordeaux, Nantes, Rennes, Strasbourg).

Ce sera un grand événement qui demande aussi une sécurité particulière puisqu'il y aura également des secrétaires d'État et des Ministres. C'est la première fois dans l'histoire que Montpellier reçoit une manifestation de cette envergure. Quand je suis allé à l'ONU, inutile de vous dire que j'ai également fait la promotion du Pacte de Milan.

Madame Fourcade va nous expliquer la constitution des comités de pilotage, avec la passion que nous lui connaissons. Mylène Fourcade.

Mylène FOURCADE

Bonsoir Monsieur le Président. Chers collègues, la Métropole de Montpellier a fait de l'agroécologie et de l'alimentation, un de ses sept piliers de développement territorial. Cette politique agroécologique et alimentaire a été élaborée de façon collaborative et participative puisqu'elle associait les 31 Maires des communes, les acteurs de l'écosystème alimentaire et territorial, la communauté scientifique et nos territoires voisins (la communauté du Grand-Pic Saint-Loup et le Pays de l'Or). Notre projet alimentaire territorial a été labellisé en 2017 par le Ministre de l'Agriculture. Comme vous l'avez rappelé, la Métropole a été une des premières à signer le Pacte de Milan en 2015. Nous sommes très fiers d'accueillir les 100 villes du monde, la semaine prochaine.

Une feuille de route a été écrite autour de cinq objectifs et de six axes opérationnels. Elle a fait l'objet d'une délibération du Conseil en juin 2015. Les objectifs :

- offrir une meilleure alimentation aux citoyens de la Métropole et des autres intercommunalités, une alimentation plus locale ;
- soutenir l'économie, les emplois agricoles et agroalimentaires ;
- préserver notre patrimoine paysager et nos ressources, en particulier celle de l'eau ;
- limiter les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter au changement climatique ;
- favoriser la cohésion sociale entre producteurs et consommateurs, rapprocher les citoyens de nos campagnes.

Les axes opérationnels de cette politique. Il s'agit de :

- consolider le tissu des fermes agroécologique en vente directe. Nous en avons plusieurs aujourd'hui sur la Métropole de Montpellier et d'autres à venir ;
- favoriser l'approvisionnement local de la ville en particulier celui de la restauration collective et surtout de la restauration scolaire ;
- mobiliser les citoyens autour de l'alimentation et du lien producteurs/consommateurs ;
- soutenir les entreprises innovantes dans le domaine de l'agroalimentaire et des services à l'agriculture ;
- promouvoir la diversité des produits emblématiques du territoire et développer l'agro-œnotourisme ;
- construire une démarche cohérente d'intégration de l'agriculture dans les projets d'aménagement. C'est tout le travail du SCoT et du futur PLUi.

Pour mettre en œuvre ces actions, la mobilisation du foncier public et privé est fondamentale. Je rappelle que le projet « *Montpellier Territoires, une Métropole productive* » affirme l'importance de réactiver les espaces agro-naturels au service de leur valorisation économique, sociale, environnementale, pour respecter ce magnifique amphithéâtre naturel au sein duquel nous nous trouvons, avec une vision d'avenir à 50 ans. Le schéma de cohérence territoriale qui a été arrêté par délibération le 19 juillet 2018 ainsi que le PLUi (Plan Local d'Urbanisme intercommunal) traduisent ces volontés en préservant, pour les 20 ans à venir, les deux tiers du territoire en espaces agricoles et en espaces naturels, donc inconstructibles, donc sanctuarisés. La révision du Plan climat en Plan Climat, Air, Energie, Territorial consolide ces actions avec de nombreuses thématiques transversales, environnementales, de développement et de gestion durable du territoire en limitant son impact sur le climat, en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Je salue le travail de ma collègue Vice-Présidente Stéphanie Jannin.

Dans ce contexte, l'accès au foncier pour les agriculteurs est un enjeu primordial alors même que l'on constate un parcellaire morcelé, des propriétaires fonciers en attente face à une pression foncière, des terrains en friche ou la transformation de terrains agricoles pour du loisir ou de la cabanisation. J'ai sur ma commune, malheureusement, trop de contentieux en urbanisme pour des activités qui sont tout sauf agricoles et les services passent beaucoup trop de temps pour ces activités-là. De leur côté, la Métropole et les communes ont du foncier pouvant constituer des supports de projets agricoles. Une étroite collaboration s'est donc engagée avec la proposition, en 2017, d'approfondir le dispositif des Associations Foncières Agricoles pour répondre à cette problématique foncière majeure. Définie par le Code rural, l'AFA est un outil de gestion mutualisée

du foncier entre plusieurs propriétaires (publics et privés) qui permet la mise en œuvre et la définition d'actions de mise en valeur agricole, pastorale et forestière. Nous avons défini deux grands secteurs sur notre territoire, privilégiés pour engager cette démarche qui – je le répète – est expérimentale et novatrice :

- un secteur Nord avec les communes de Prades-le-Lez, Clapiers, Jacou et Montferrier-sur-Lez ;
- un secteur Ouest avec les communes de Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Lavérune, Saint Georges d'Orques, Grabels, Juvignac, Saint Jean de Védas.

Je remercie les Maires engagés aujourd'hui dans cette démarche.

La définition des périmètres d'identification des parcelles mobilisables et les orientations stratégiques ont été établies en cohérence avec le projet du SCoT révisé, les travaux du futur PLUi, les projets communaux. Le projet de création d'AFA a pour objectif d'accompagner cette transition agroécologique et alimentaire durable du territoire. Il s'agit de :

- mobiliser les terres en friche pour réactiver le foncier ;
- de créer une couronne agricole diversifiée et nourricière sur la Métropole ;
- de restaurer notre biodiversité ;
- de limiter les risques et ils sont nombreux sur notre territoire (inondations, feux de forêt) ;
- de préserver nos ressources ;
- de contribuer à l'atteinte de la neutralité carbone du territoire.

Ce projet s'inscrit, bien sûr, dans le cadre de la mise en œuvre opérationnelle de la séquence « *Éviter, Réduire, Compenser* », environnementale et agricole portée par la Métropole. Les actions conduites par les AFA devront notamment se référer aux plans de gestion environnementaux existants. Les associations pourront également mettre en œuvre les actions prévues au titre des compensations environnementales agricoles qui sont portées par les différents maîtres d'ouvrage publics et privés.

Compte tenu de ces enjeux, de la présence du foncier public au sein de ces deux périmètres, il a été proposé que ces deux AFA ne soient pas en mode AFA libres mais en mode autorisées, c'est-à-dire par le Préfet, via un arrêté préfectoral après délimitation des périmètres. Nous avons privilégié une démarche basée sur le volontariat des propriétaires en veillant également à une représentation équilibrée dans la gouvernance des projets. Deux comités de pilotage avec les Maires des communes concernées ont eu lieu les 6 et 11 juin 2019. Le projet a également été partagé avec les partenaires experts lors d'un comité technique le 5 juillet 2019, auquel nous avons convié la Chambre d'agriculture de l'Hérault, le collectif Initiatives pour une agriculture citoyenne et territoriale, la fédération InPACT qui regroupe aujourd'hui plus de 12 associations qui œuvrent pour une agriculture paysanne, les jeunes agriculteurs de l'Hérault, la SAFER Occitanie, l'Office national des forêts, le Centre régional de la propriété foncière Occitanie, le conservatoire des espaces naturels du Languedoc-Roussillon. Tous ces partenaires ont salué l'acte fort de la Métropole et des communes engagées dans cette démarche dans la volonté de sanctuariser les espaces agricoles dans leurs fonctionnalités agricoles. Des premiers périmètres ont ensuite été consolidés avec les communes à partir du foncier public et privé favorable afin de proposer un projet qui permette d'avancer par l'action sur la base d'une animation foncière progressive, comme énoncé dans la délibération cadre de juin 2015, toujours sur la base du volontariat de la part des propriétaires concernés.

À la suite des premières actions engagées, des résultats observés, des nouveaux besoins, l'agrandissement des périmètres à de nouvelles emprises publiques ou privées pourra être envisagé et phasé dans le temps. Des réunions de concertation ont été organisées sur plusieurs des communes concernées et de nombreux échanges ont suivi. Cette phase de concertation a fait apparaître que des interrogations subsistent et qu'il est nécessaire d'approfondir la réflexion avec l'ensemble des acteurs. Dans cette optique, il est proposé ce soir au Conseil de constituer un comité de pilotage et d'expertise qui aura pour mission d'approfondir le projet de création des deux AFA et de poursuivre la concertation avec les acteurs du territoire. Ce comité sera constitué, dans un premier temps, des Maires des 11 communes concernées, de la Métropole et des membres du comité de partenaires (Chambre d'agriculture, InPACT, jeunes agriculteurs, SAFER, ONF, CRPF et le CEN). Ce comité proposera notamment les experts à associer pour représenter les propriétaires mais aussi les différentes filières agricoles : la viticulture, l'arboriculture, le maraîchage, l'élevage, les prairies et les cultures annuelles et d'autres bien sûr. Il aura pour mission de proposer un dossier qui sera finalisé en vue de l'enquête publique pour chacune des AFA qui comprendra le périmètre englobant les terrains intéressés, l'état des propriétés, l'indication de l'objet de l'association et bien sûr le projet des statuts.

Pour terminer, je voudrais dire que ce projet est une véritable action collective sur le foncier avec un outil au potentiel d'innovation exemplaire dont l'enjeu est une prise de conscience collective de l'intérêt général de la

préservation et du partage des terres agricoles. Le souhait est que la terre agricole soit une préoccupation partagée, bien que concurrencée par des intérêts personnels et individuels, pour que nous puissions répondre aux trois grands défis majeurs qui nous attendent : le défi alimentaire, le défi climatique et le défi de la biodiversité. Merci de votre attention.

Monsieur le Président

Merci Madame Fourcade pour cette délibération très complète et passionnée parce que je sais que vous faites cela avec beaucoup d'engagement. Qui demande la parole ? Monsieur le Maire de Saint Georges d'Orques, Madame la Maire de Murviel, Monsieur Revol, Monsieur Lussert. Monsieur Audrin, Maire de Saint Georges d'Orques.

Jean-François AUDRIN

Monsieur le Président, chers collègues, vous nous proposez de construire un véritable projet agro-naturel répondant aux enjeux de la transition agroécologique et alimentaire. Vous imaginez bien que je suis ultra pour et que si l'on ne parle que de cela, je valide complètement ce projet. Je pense que les Saint-Georgiens feraient de même. Évidemment, cela nécessite un accès au foncier et c'est un enjeu primordial, comme vous l'avez dit. Vous dites également que la Métropole s'est engagée dans une étroite collaboration avec les communes. C'est vrai aussi si ce n'est que, lors de ces réunions, il y a eu, je crois, un réel problème de communication qui fait que les viticulteurs n'ont pas entendu les mêmes choses que nous. Quand, aujourd'hui, vous nous demandez d'acter l'avancement du projet de création des deux AFA, je suis contre parce que je n'ai pas acté cet avancement-là. En revanche, je suis totalement pour ce nouveau comité de pilotage mais je crois qu'il faut que nous redémarrions à zéro le travail pour apaiser les uns et les autres et faire en sorte que ce grand projet voit le jour dans les meilleures conditions. Je tiens réellement à féliciter Mylène Fourcade pour tout le travail qui a été mené jusqu'à maintenant. Ne pouvant pas acter l'avancement, je voterai contre aujourd'hui, mais sachez que je suis complètement pour ce projet.

Monsieur le Président

OK. Merci, Monsieur Audrin. Lors des premières discussions, il y a eu des incompréhensions d'où la volonté que nous avons eue de porter sur cette délibération la construction uniquement des comités de pilotage. Nous reverrons la suite lorsque la concertation aura repris sur le terrain. Comme Madame Fourcade vous l'a dit, nous construisons les AFA uniquement sur le volontariat. Certains en sont arrivés à dire que la Métropole veut prendre leurs terres. Nous ne voulons prendre de terre à personne, nous voulons simplement conserver une certaine activité agricole et l'AFA est un outil pour y arriver dans la mesure où il est librement consenti. C'est ça l'esprit.

Madame le Maire de Murviel-lès-Montpellier, Madame Touzard.

Isabelle TOUZARD

Bonsoir à tous et à toutes. Merci beaucoup à Mylène Fourcade et aux services parce que cela fait déjà un long moment qu'ils travaillent sur ce projet qui est, en effet, très important. Il fallait effectivement marquer une petite pause parce que je crois qu'il y a eu des petites incompréhensions. Il faut bien revenir sur les projets que nous poursuivons : ces fameux projets de reconquête de terrains devenus incultes depuis plus ou moins longtemps face, comme l'a dit Mylène Fourcade, à une demande de plus en plus importante de personnes qui souhaitent pouvoir développer une activité agricole ou pastorale. Elle existe. Les attentes sont donc nombreuses. Il y va aussi de l'intérêt général, de la lutte contre les risques de feux de forêt et d'autres dégâts que nous avons comme la pullulation des sangliers qui est liée au fait que ces terrains s'enfrichent. Il faut, d'un côté, revenir et bien expliciter au niveau local ces projets qui sont différents selon les communes puisque les milieux, les conditions diffèrent fortement entre elles. Il faut, en effet, bien réaffirmer le principe de base de cet outil qu'est l'AFA qui est vraiment celui de l'adhésion volontaire des propriétaires. À mon sens, il était important de mettre en place ce comité de pilotage, de le formaliser.

Je voterai pour cette délibération car je pense que l'outil est important et j'en étais à l'origine à l'époque où j'étais Vice-Présidente. Il faut, en effet, se poser, reprendre tout cela tranquillement, construire de manière collaborative les statuts de l'AFA de la façon la plus transparente possible afin que ceux-ci soient bien au service de projets clairement construits de façon participative.

Monsieur le Président

Merci Madame Touzard. Monsieur Revol.

René REVOL

Monsieur le Président, Madame la Vice-Présidente, chers collègues, je suis très favorable à cette délibération sur l'AFA. De plus, je trouve que c'est une bonne idée de relier ce débat au Pacte de Milan et à l'ensemble d'une stratégie qu'il faut mettre en œuvre partout dans ce que l'on pourrait appeler, avec certains chercheurs, la mise en place d'une démocratie alimentaire. Car, aujourd'hui, ce ne sont pas nous, citoyens, qui décidons de ce que nous avons dans nos assiettes, mais un certain nombre de groupes industriels et agroalimentaires qui conditionnent les choses et qui modifient par là même toute une série d'éléments avec des dangers pour la santé et pour l'environnement. Il me paraît donc essentiel de revenir à une situation où nous avons la maîtrise sur l'alimentation qui est un élément essentiel par lequel l'homme incorpore le monde et s'y adapte.

La démocratie alimentaire est donc un enjeu fondamental. Un des moyens dont nous disposons est la possibilité d'avoir une prise sur le foncier qui nous permet de construire cette ceinture verte que nous voulons tous autour de la Métropole pour, comme l'ont fait d'autres grandes villes y compris en Amérique du Sud, faire en sorte que le local occupe une part de plus en plus importante dans nos assiettes, ce qui a, bien entendu, plein d'effets bénéfiques.

Concernant cette AFA, nous avons travaillé au niveau de Grabels tout l'été en nous adressant à chacun des propriétaires concernés, en discutant avec eux et en adoptant cette méthode du volontariat. La chose a été un peu plus facile car il n'y avait pas de viticulture à proprement parler sur le territoire de Grabels mais beaucoup de friches agricoles. Dans ce cas, pour les propriétaires, cela a été une véritable opportunité. Certains se retrouvent naturellement encore hésitants, mais c'est le propre de tout processus de coopération : on prend les volontaires, avec eux, nous faisons la démonstration de l'efficacité du dispositif et, par là même, on séduit ceux qui regardent encore de côté et on leur montre en quoi cela peut les intéresser. On fera avancer les choses ainsi. Certes, il faut prendre le temps de la discussion. En même temps, je suis content que l'on n'ait pas retiré la délibération et que nous en fassions une d'étape, car il faut montrer notre détermination à continuer sur cette voie. Aujourd'hui, dans chacune de nos communes, il y a un certain nombre de propriétés non seulement publiques (communes et Métropole) et un certain nombre de propriétaires privés qui veulent jouer le jeu. D'ores et déjà, avant même que l'AFA soit constituée, certains de ces propriétaires, qui jouxtent notamment des terrains communaux, nous demandent si nous pouvons déjà commencer des actions communes. Bien sûr, rien ne nous l'interdit. Ainsi, lorsque les AFA seront constituées, nous ferons en sorte qu'elles soient encore plus opérationnelles, d'autant plus qu'elles nous permettront d'obtenir des moyens qu'aujourd'hui, en tant que simples communes ou simples propriétaires privées, nous ne pouvons pas avoir. Il faut donc impérativement avancer sur ce dossier.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Revol. Monsieur Lussert.

Jean-Marc LUSSERT

Monsieur le Président, chers collègues, je suis très favorable à cette délibération dans ce combat que nous menons pour que les générations futures aient une planète suffisamment viable. Nous avons constaté qu'au cours des 50 dernières années, l'urbanisation avait multiplié sa surface par deux et il était grand temps, comme nous l'avons fait dans le SCoT, de protéger deux tiers de la surface pour l'agriculture et la nature. J'oserais dire que cette action serait restée un vœu pieux si nous n'avions pas mis un outil fort en place, ce qui est, me semble-t-il, le cas de l'AFA. Je parle d'expérience. À ma petite échelle communale, nous avons essayé de mettre en place toute la chaîne avec un ou deux producteurs maraîchers qui fournissent la cantine et un marché paysan le dimanche matin. Tout cela est très lourd à porter et c'est un petit peu gagne-petit à l'échelle à laquelle nous avons œuvré. Il me semble que cet outil, l'AFA, à l'échelle de la Métropole permettra de mettre la puissance, l'énergie nécessaire, pour qu'enfin cela soit une réalité. Je dis souvent en râlant ici ou à la Conférence des Maires : « *Prades-le-Lez, sois verte et tais-toi* ». Cette fois-ci, nous voulons être verts et nous voulons participer.

Je ferai ma dernière remarque en tant que Vice-Président aux risques majeurs : je rencontre beaucoup de personnes. Dans ma délégation, il y a aussi une part de protection de la biodiversité, de revégétalisation des cours d'eau. Tous les ingénieurs biologistes que je croise expliquent que si nous refaisons fonctionner la nature plus naturellement, ce sera une protection naturelle contre l'incendie et l'inondation.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Lussert. Monsieur Savy, Monsieur Calvat, Monsieur Caizergues, Maire de Lavérune, et Monsieur Moure.

Jean-Luc SAVY

Mes chers collègues, simplement pour m'exprimer et dire toute ma satisfaction au fait que ce projet puisse avancer sous la forme d'un comité ; peu importe, la volonté est là. Aujourd'hui, nous avons besoin d'avancer sur ce qui est décliné à partir du SCoT et des préservations d'espaces naturels, de la biodiversité, d'une alimentation de proximité et de faire en sorte que nous puissions travailler à une échelle intercommunale, ou en tout cas à l'échelle de la Métropole, sur un sujet qui permettra à tous et à toutes d'être gagnants à travers les AFA. Je remercie Mylène Fourcade et les services ainsi que le prestataire qui les accompagnait pour le travail qui a été mené. Cela fait deux ans qu'on peut travailler sur Juvignac, parcelliser, réfléchir, expertiser. Je pense que tout le monde sera gagnant. La somme des intérêts particuliers n'est pas forcément l'intérêt général. Pour le coup, je sais que tout le monde sera gagnant. Les personnes pourront y rentrer sur la base du volontariat. Même si elles ne le font pas tout de suite, elles pourront rentrer plus tard dans l'AFA à laquelle Juvignac participera. Merci.

Monsieur le Président

Merci. Monsieur Calvat.

Renaud CALVAT

Monsieur le Président, je voterai, bien évidemment, cette délibération. Nous avons eu des échanges cet été avec le Maire de Clapiers. Nous vous avons écrit et nous avons eu une réponse précise des services. Je tiens, tout de même, à rappeler ici l'importance que doit conserver le Maire dans la gouvernance de ces AFA. Dans nos territoires, nous sommes un certain nombre à nous être engagés, pour certains, dans des territoires zéro pesticide, pour d'autres, dans un vrai travail sur l'obtention de labels de terre saine ou autres. Il faudrait que ces démarches puissent être intégrées par les AFA car il n'y aurait rien de pire que, sur une terre appartenant à la Mairie mais n'étant pas dans une AFA, il y ait un certain nombre de critères liés au développement durable, au respect de la biodiversité et que ceux-ci ne soient pas repris dans des terres appartenant à une AFA. Je me réjouis de la mise en place de ces comités de pilotage. Un certain nombre de garanties nous a été donné sur ces questions et nous voterons donc cette délibération sans aucune difficulté.

Monsieur le Président

Merci Monsieur le Maire. Monsieur Caizergues, Maire de Lavérune.

Roger CAIZERGUES

Monsieur le Président, chers collègues, je voterai, bien sûr, cette délibération parce qu'à mon sens, c'est un outil particulièrement important qui est à mettre en place comme l'ont dit précédemment mes collègues. Je crois que nous avons commis une erreur en voulant rapidement mettre en place cette AFA. Je pense aussi qu'il était important de partir de la base et d'essayer de voir avec elle comment mettre en place cet outil. C'est ce que nous allons faire maintenant. Il est clair qu'il n'est pas question de contraindre les propriétaires qui ne veulent pas rentrer dans l'AFA. Aujourd'hui, dans nos communes, sont véhiculées des informations qui sont complètement infondées. On en est, pour certains, à la collectivisation des terres. C'est complètement aberrant. Je crois qu'il y a vraiment quelque chose à refaire du point de vue méthodologique. À mon sens, la pause que nous marquons est particulièrement intéressante. Elle donnera le temps de repartir et d'aller dans le sens de la consultation des populations. Avec le comité de pilotage, nous avons quelque chose qui pourra être ancré et accepté par tous. Pour moi qui mène une importante politique en faveur d'une agriculture de proximité au niveau de la commune de Lavérune – je ne vais pas rappeler notre Agriparc qui est en cours, toutes les acquisitions volontaires et leur mise à disposition auprès des agricultures –, l'AFA est un outil absolument indispensable. Je voterai donc pour cette délibération.

Monsieur le Président

Merci Monsieur le Maire. Monsieur Moure.

Jean-Pierre MOURE

Monsieur le Maire, chers collègues, je serai bref pour dire que ce dossier est bien évidemment très important pour l'avenir par rapport à ce qu'il convient de mettre en place pour bien utiliser les différentes catégories de sols de notre territoire. Juste un point : le comité de pilotage est une chose déterminante. Je suis, toutefois, un peu surpris car sur les communes concernées par les deux AFA (Nord et Ouest), il y a, par le passé des structurations ou des équipements communs, partagés, qui ont été mis en place sur l'Ouest. J'en prends deux à titre d'exemple : l'irrigation, qui est déjà intervenue sur l'Ouest, autour de laquelle nous pouvons bâtir beaucoup de conceptions, d'utilisations des terres positives dans le sens où nous l'évoquons ici et,

évidemment, la coopération viticole avec déjà 10 et même 12 collectivités qui sont, maintenant, réunies au sein d'une même grande cave coopérative. Je veux dire par là que les acteurs concernés par ces deux infrastructures mises en place ces dernières années sont des éléments très porteurs pour s'associer aux volontaires et aux acteurs qui sont à même de définir, dans l'avenir, la structuration du territoire. Je serai donc assez intéressé que l'on n'oublie pas des communes du style de Saussan, de Fabrègues, de Cournonterral, de Cournonsec quant à la discussion de fond sur l'avenir de cet aménagement rationnel et positif du foncier à usage agricole et alimentaire.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Moure. Madame Fourcade.

Mylène FOURCADE

Merci pour ces différentes interventions. C'est un sujet important. Pour revenir sur le questionnement de Monsieur Moure sur la partie Ouest, nous avons actuellement une étude SAFER qui est en cours puisque la Métropole a abondé le Maillon Nord Gardiole, dans le cadre du projet Aqua Domitia, à hauteur de 2 millions d'euros sur 10 millions. Nous allons effectivement étudier quels outils nous allons utiliser. L'AFA est l'un d'entre eux. Cela pourrait, peut-être, être un autre. Nous attendons le résultat de cette étude car nous avons l'eau qui arrive sur cette plaine agricole fertile. Il est évident que nous allons penser à l'outil que nous allons y adapter. Ce sera pour les communes de Saussan, de Cournonsec, de Cournonterral. Thierry Breysse me demande à intégrer les AFA. Je lui ai dit que ce sera la troisième AFA qui concernera, très certainement, les communes que je viens de citer.

Concernant la question de la rapidité qui nous a été reprochée, nous n'avons jamais cessé de rencontrer les Maires et les services. À un moment donné, nous avons été un peu bloqués dans l'attente du SCoT qui a été rediscuté, notamment avec Jérôme Despey, le président de la Chambre d'agriculture. Cela a abouti aux 200 hectares supplémentaires qui sont passés d'urbanisation à espaces agricoles protégés. C'était un temps important et nécessaire. Ce sont aussi les ateliers de secteur qui se déroulent aujourd'hui avec les acteurs agricoles dans le cadre de l'élaboration du PLUi. Ce sont des moments de pause qui sont absolument nécessaires pour mieux retravailler le sujet, le dossier.

Mais, quand on parle de foncier, est-ce qu'il y a le temps ? Je dirais plus qu'il faut prendre les décisions. Nous savons très bien que lorsque l'on touche au foncier, on touche à ce qu'il y a de plus passionné au fond de nous, surtout pour les propriétaires privés. On sait historiquement que, si on met autour de la table un agriculteur, un élu et un propriétaire privé, ils ont tout pour ne pas s'entendre, n'ayant pas les mêmes intérêts. Pourtant, là, c'est ce que nous sommes en train de faire, parce que l'intérêt est commun à nous tous : c'est l'intérêt de retrouver une souveraineté alimentaire. Quelle société voulons-nous laisser à nos enfants ? Quelle alimentation ? Nous avons tout pour produire localement : nous avons le soleil, la terre, l'eau, nous avons des personnes qui ne demandent qu'à trouver des terres. Quand je discute avec des agriculteurs qui travaillent aujourd'hui en bio, en local, ils n'ont pas de problème pour écouler leur production ; bien au contraire, ils ont des listes d'attente. Ils ont deux problèmes majeurs : l'accès au foncier et trouver de la main-d'œuvre. J'ai discuté cet été avec un maraîcher qui, avec beaucoup de regrets, a été obligé de réduire sa production parce qu'il ne trouvait pas de foncier à côté de lui car les propriétaires ne voulaient pas lui vendre, et parce qu'il ne trouvait pas de main-d'œuvre. Il s'agit donc de revaloriser ce métier et d'agir, nous, en tant qu'élus sur ce sur quoi nous pouvons agir.

Il faut également dire l'intérêt pour le propriétaire privé. Nous n'en avons pas parlé. Aujourd'hui, une personne qui est propriétaire de son terrain n'a pas droit à des aides, donc son terrain est en friche et elle attend qu'il passe constructible. Alors même qu'on lui dit qu'il ne passera pas constructible et même s'il le passe, elle pourra le récupérer. En effet, j'ai entendu certains dire qu'on allait prendre leurs terres si leur terrain passe en constructible. Non, si le terrain devient constructible, dans 20 ans, dans 30 ans, ils pourront le récupérer. En revanche, au travers de l'AFA, le propriétaire privé aura la possibilité d'obtenir des financements auxquels il n'aurait jamais eu droit, c'est-à-dire des financements de l'Agence de l'eau, des fonds FEDER qui vont valoriser les terrains. Ceux-ci seront, par exemple, clôturés. Nous allons planter des haies, nous allons aménager les chemins ruraux, nous allons curer des fossés, amener l'eau. C'est donc une valorisation pour les terrains. Sinon, le propriétaire n'a pas droit à ces aides.

C'est vraiment un outil de valorisation de ces espaces et nous n'irons pas forcer les gens. Je vous rappelle que c'est vraiment une démarche volontaire. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Deux petits mots. D'abord, vous l'avez compris, par cette délibération, nous marquons une pause, un temps d'arrêt dans la création des AFA en passant par des comités de pilotage qui vont être discutés. Cette décision, qui va être proposée au vote de l'assemblée, a été validée en Conférence des Maires parce que la délibération originelle n'était pas celle-là, c'était carrément la création des AFA. Or, il s'est trouvé qu'il y a eu confusion entre vitesse et précipitation dans l'organisation des AFA. Il y a eu des réticences qui ont soulevé un certain nombre de propriétaires agricoles et terriens viticulteurs. Nous n'avons pas souhaité qu'il y ait un quelconque affrontement sur ce genre de sujet ni entre eux-mêmes ni avec les administrés et les propriétaires. Nous avons donc pris le temps. La décision de prendre le temps a été validée par la Conférence des Maires à l'unanimité. C'est pour cette raison que les Maires sont d'accord.

Deuxième point : pour le cas du Maire de Saint Georges d'Orques, il y a quelque chose qui le gêne dans la délibération ; il s'agit du premier point « *Acter l'avancement du projet de création des AFA* ». Cela veut dire que, dans ce premier point, la création d'AFA est indiquée alors que nous sommes encore un peu en amont. Je vous proposerai, en accord avec lui, de le transformer en « *Acter l'intérêt du projet des AFA* ». Ce n'est pas tout à fait la même rédaction mais elle est plus ouverte. Monsieur le Maire.

Jean-François AUDRIN

Je vous remercie car je trouve cela très intéressant. Comme je vous l'ai dit et vous l'avez bien compris, je suis tout à fait pour mettre en œuvre et avancer dans le sens de ce projet. Si vous me demandez si j'acte l'intérêt du projet de création des deux AFA et si vous me demandez d'approuver la création d'un comité de pilotage et d'expertise, je dis clairement oui. Cependant, vous le savez, Saint Georges d'Orques est une commune viticole. Je suis très attaché à nos viticulteurs et je serai maintenant vigilant au fait que l'on redémarre à zéro et que l'on retravaille le sujet de A à Z.

Monsieur le Président

Absolument.

Jean-François AUDRIN

Je serai aux côtés des viticulteurs. Nous avons tous besoin qu'ils valident tous ensemble la création.

Monsieur le Président

Absolument.

Jean-François AUDRIN

Dans ce cas, je voterai pour si on change la rédaction de la délibération. Je suis pour et je trouve cela très intéressant. Dans ce cas, je voterai avec mes collègues Maires, mais je serai très vigilant pour la suite.

Monsieur le Président

Est-ce que quelqu'un voit un inconvénient à ce que nous modifions « *l'avancement* » par « *l'intérêt* » ? Personne. Je vous propose de voter sur la délibération ainsi modifiée. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Merci beaucoup.

Un autre point : il y a certains esprits chagrins qui expliquent que l'agroécologie et l'alimentation est une découverte nouvelle du Président de la Métropole, qu'il a été converti, qu'il a vu dans le ciel l'agroécologie. Je rappelle simplement à ceux qui véhiculent ce type d'imbécillités que la Métropole a été créée autour de sept piliers thématiques que je vais rappeler et je m'arrêterai sur l'agroécologie et l'alimentation :

1. la santé ;
2. le numérique ;
3. la mobilité ;
4. l'industrie et le tourisme ;
5. l'agroécologie et l'alimentation ;
6. la culture et l'enseignement supérieur ;
7. le commerce et l'artisanat.

Dans le pilier 5, nous avons toujours dit que ce que nous souhaitons faire depuis le début avec Madame

Touzard – et je parle sous son contrôle – était de modifier la production de la Métropole pour qu'elle puisse offrir dans les 50 ans à venir l'autonomie alimentaire. Voilà ce que nous avons proposé et qui était la base d'un des sept piliers de la Métropole. Donc, le Président de la Métropole ne l'a pas inventé juste avant d'aller à l'ONU. Je vous renvoie aux articles précédents depuis six ans. Au bout d'un moment, ça fatigue : on vous accuse de choses et vous ne savez pas d'où ça vient.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 19 : AGROÉCOLOGIE ET ALIMENTATION – POLITIQUE AGROÉCOLOGIQUE ET ALIMENTAIRE – ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS – APPROBATION

M. J-L SAVY et M. J. MALEK sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 19 : politique agroécologique et alimentaire – Attributions de subventions. Qui veut des précisions auprès de Madame Fourcade ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 20 : AGROÉCOLOGIE ET ALIMENTATION – POLITIQUE AGROÉCOLOGIQUE ET ALIMENTAIRE – SIGNATURE DE LA CHARTE DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE D'AGRICULTURE URBAINE PROFESSIONNELLE (AFAUP) – AUTORISATION

M. E. PETIT, M. R. CAIZERGUES et M. J. VERA sortent de séance.

Monsieur le Président

Dans l'affaire 20, politique agroécologique et alimentaire, il s'agit de la signature de la charte de l'Association Française d'Agriculture Urbaine Professionnelle (AFAUP) qui se fera bientôt à Marseille. Dites un mot parce que j'irai peut-être.

Mylène FOURCADE

L'Association Française d'Agriculture Urbaine Professionnelle a un rayonnement national. Elle vise à fédérer les acteurs de l'agriculture urbaine et à faciliter les liens avec les acteurs de la ville, le monde agricole et le grand public. Il s'agit d'une association récente. Elle a été créée en 2016. Ses créateurs avaient pour ambition de créer une agriculture urbaine multiforme aussi bien associative qu'entrepreneuriale, low-tech que high-tech, que l'on trouve sur les toits, en pied d'immeubles, sur les parkings, en milieu urbain et périurbain. Tous les professionnels (consultants, fournisseurs, exploitants, animateurs) sont adhérents.

L'AFAUP a rédigé une charte avec les donneurs d'ordre engagés dans un projet d'agriculture urbaine durable. Elle concerne autant l'agriculture urbaine que périurbaine pour établir un lien privilégié entre les professionnels de cette agriculture urbaine (les paysagistes, les architectes, les aménageurs) et les bailleurs privés et publics. Mais aussi, quand nous avons un projet sur un foncier public, il est bien que nous puissions avoir leur conseil pour rédiger un cahier des charges, expertiser un projet dans lequel une politique publique est menée en faveur de l'agriculture urbaine.

Il y a eu une première vague de signatures fin juin avec le Pré-Saint-Gervais, Lille, Montrouge, Paris, Rennes, Romainville, Saint-Denis, Senlis et la Métropole du Grand Paris. Dans le cadre de la seconde édition des Journées de l'agriculture urbaine en Méditerranée qui se dérouleront les 15 et 16 octobre prochains à Marseille à la Cité de l'agriculture, il a été proposé à la Métropole de Montpellier de signer cette charte. Dans le cadre de la politique agroécologique et alimentaire que je vous ai présentée tout à l'heure, il nous paraît évident de signer cette charte d'autant que nous pratiquons déjà l'agriculture urbaine sur la Métropole de Montpellier. Un journaliste m'a demandé récemment ce qu'est l'agriculture urbaine pour moi. Je lui ai répondu qu'il n'y

avait pas une mais plusieurs formes d'agriculture urbaine. Ce sont des citoyens qui s'emparent d'un bas d'immeuble et plutôt que d'avoir un espace vert qui n'est pas entretenu ou mal entretenu, il s'agit de l'investir, de se l'approprier et d'y faire un jardin potager. C'est une entreprise – et j'en connais plusieurs – qui met à disposition un bout d'espace derrière ses locaux pour les employés que ceux-ci, entre midi et deux, prennent plaisir à partager, à discuter autour de cette question de production mais aussi de meilleure alimentation. Ce sont aussi les toits d'immeubles qui sont investis. Ce sont, bien sûr, ces producteurs que l'on a relocalisés en premier couronne de Montpellier. L'agriculture urbaine, c'est tout ça. Il me paraît donc très important de signer cette charte, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci Madame Fourcade. En principe, je la signerai le 15 à 18 heures à Marseille. Si jamais je ne pouvais pas, c'est vous qui le ferez.

Mylène FOURCADE

Avec grand plaisir.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 21 : TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DÉVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITÉ, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE – CONVENTION ENTRE LA DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT (DREAL) ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ POUR L'ORGANISATION D'UNE ANIMATION DANS LE CADRE DE LA JOURNÉE NATIONALE QUALITÉ DE L'AIR 2019 – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. CAIZERGUES entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 21 : transition climatique et environnementale. Il s'agit de la convention entre la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'organisation d'une animation dans le cadre de la Journée nationale Qualité de l'Air 2019. Il s'agit de l'attribution d'une subvention de 380 €. Qui demande des précisions auprès de Madame Stéphanie Jannin? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 22 : TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DÉVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITÉ, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE – RÉNOVATION THERMIQUE EN COPROPRIÉTÉ DANS LE CADRE DU PROGRAMME ÉCOCITÉ – MODIFICATION DU MONTAGE CONTRACTUEL ET CONVENTIONS D'APPLICATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Dans l'affaire 22, Madame Jannin, vous propose concernant la rénovation thermique en copropriété dans le cadre du programme EcoCité la modification du montage contractuel et des conventions d'application. Qui demande des précisions à Madame Jannin ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M.

Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 23 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – MISE EN PLACE D'UN INCUBATEUR TEMPORAIRE PORTE PAR LE BIC DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET SCHLUMBERGER – CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 23 : Madame Marion vous propose la mise en place d'un incubateur temporaire porté par le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole et Schlumberger. Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 24 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LA CONFÉDÉRATION DE L'ARTISANAT ET DES PETITES ENTREPRISES DU BÂTIMENT (CAPEB) DE L'HÉRAULT – ATTRIBUTION DE SUBVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 24 : Convention de partenariat entre la Métropole de Montpellier et la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB) que nous signerons dans la foulée. Pas de demande d'intervention ? Il s'agit d'une reconduction. Nous avons déjà signé des conventions avec la CAPEB. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 25 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LA SPL OCCITANIE EVENTS POUR LE FORUM ENERGAÏA DU 11 ET 12 DECEMBRE 2019 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 25 : Madame Marion vous propose une convention de partenariat entre la Métropole de Montpellier et Occitanie Events pour le Forum EnerGaïa. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Maud BODKIN, M. Renaud CALVAT, M. Mustapha MAJDOUL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 26 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITÉ – CONVENTION DE PARTENARIAT POUR L'OBSERVATOIRE DU FONCIER ET DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE DE MONTPELLIER ET DE SON TERRITOIRE URBAIN – AVENANT N° 1 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Dans l'affaire 26, Monsieur Pastor vous propose une convention de partenariat pour l'Observatoire du foncier et de l'immobilier d'entreprise de Montpellier et de son territoire urbain. Il s'agit de l'avenant n° 1. Qui demande des précisions auprès de Gilbert Pastor ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Philippe SAUREL, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 27 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITÉ – REQUALIFICATION DU PARC D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DU SALAISON – COMMUNE DE VENDARGUES – PRISE EN CONSIDÉRATION D'UN PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DÉLIMITATION DES TERRAINS AFFECTÉS À CE PROJET - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 27 : Monsieur Pastor, toujours, sur la requalification du parc d'activités économiques du Salaison – Commune de Vendargues. Il s'agit de la prise en considération d'un projet d'aménagement et délimitation des terrains affectés à ce projet. Qui demande des précisions auprès du rapporteur ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 28 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITÉ – FESTIVAL WAT ! (WHAT A TRIP) 2019 – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER ET WAT ! FESTIVAL – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. YOUSSEF, M. J. VERA, M. E. PETIT et M. J. MALEK entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 28 : festival WAT ! (What A Trip) 2019 – Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et WAT ! Festival. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 29 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITÉ – MISSION D'AFFAIRES A CHENGDU ET QINGDAO (CHINE) DU 9 AU 17 NOVEMBRE 2019 – PARTICIPATION AU CONGRÈS EUPIC (EU PROJECT INNOVATION CENTER) – AUTORISATION ET FINANCEMENT DE LA MISSION

Monsieur le Président

Affaire 29 : Mission d'affaires à Chengdu et Qingdao en Chine du 9 au 17 novembre 2019. C'est notre participation récurrente au Congrès de l'EUPIC (EU Project Innovation Center). Pas de demande

d'intervention ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 30 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITÉ – MISSION D'AFFAIRES A HELSINKI (FINLANDE) DU 19 AU 23 NOVEMBRE 2019 - PARTICIPATION AU SALON SLUSH - AUTORISATION ET FINANCEMENT DE LA MISSION

Monsieur le Président

Affaire 30 : mission d'affaires à Helsinki (Finlande) du 19 au 23 novembre 2019 pour participer au salon SLUSH. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 31 : LOGEMENT - PLAN LOGEMENT D'ABORD – CONVENTION D'OBJECTIF BIENNALE ENTRE L'ÉTAT ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – AVENANT FINANCIER 2019/2020 - AUTORISATION

Monsieur le Président

Affaire 31 : Plan Logement d'abord – Convention d'objectif biennale entre l'État et la Métropole. Il s'agit d'un avenant financier. Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 32 : LOGEMENT - PLAN LOGEMENT D'ABORD – ATTRIBUTION DE SUBVENTION – CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE, L'ÉTAT ET LE CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ACTEURS, RESSOURCES ET TERRITOIRES DANS LE DÉVELOPPEMENT (CNRS ART-DEV) POUR LA REALISATION DE L'ETUDE « UN JOUR DONNE » - AUTORISATION

Monsieur le Président

Affaire 32 : Logement – Plan Logement d'abord – Attribution de subvention – Convention entre la Métropole, l'État et le Centre national de la Recherche Scientifique Acteurs, Ressources et Territoires dans le Développement (CNRS ART-Dev). Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Guy BARRAL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 33 : LOGEMENT – PLAN LOGEMENT D'ABORD – ATTRIBUTION DE SUBVENTION – CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE, L'ÉTAT, LA FONDATION ABBÉ PIERRE ET ADAGES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA PLATEFORME D'INFORMATION SUR LES DROITS LIÉS A L'HABITAT – AUTORISATION

Mme S. JANNIN et M. J-P RICO sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 33 : Plan Logement d'abord. Il s'agit d'une subvention pour une convention entre la Métropole, l'État,

la Fondation Abbé-Pierre et ADAGES pour le développement de la plateforme d'information sur les droits liés à l'Habitat. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Annie YAGUE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 34 : LOGEMENT – CHARTE PARTENARIALE DE RELOGEMENT DU NOUVEAU PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT URBAIN MOSSON – CEVENNES – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J-L SAVY entre en séance.

Mme M-H SANTARELLI sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 34 : Charte partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson - Cévennes. Qui demande des précisions à Monsieur Breysse ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Renaud CALVAT, M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Véronique DEMON, M. Abdi EL KANDOSSI, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, Mme Patricia MIRALLES, M. Yvon PELLET, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI, M. Rabii YOUSSEUS.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

AFFAIRE N° 35 : LOGEMENT – CONVENTION SPÉCIFIQUE RELATIVE AU VERSEMENT PAR L'ANRU DE LA SUBVENTION « INDEMNITÉ POUR MINORATION DE LOYER » DANS LE CADRE DU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN MOSSON – CÉVENNES – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 35 : Convention spécifique relative au versement par l'ANRU de la subvention « indemnité pour minoration de loyer ». Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Renaud CALVAT, M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Véronique DEMON, M. Abdi EL KANDOSSI, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, Mme Patricia MIRALLES, M. Yvon PELLET, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI, M. Rabii YOUSSEUS.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

AFFAIRE N° 36 : LOGEMENT – CESSIION DE PATRIMOINE D'IMMOBILIÈRE MÉDITERRANÉE A 3F OCCITANIE – MAINTIEN DE GARANTIE D'EMPRUNTS RELATIVE A 9 OPÉRATIONS SITUÉES SUR DIVERSES COMMUNES DE LA MÉTROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Dans l'affaire 36, Monsieur Ségura vous propose la cession du patrimoine d'Immobilier Méditerranée à 3F Occitanie – Maintien de garantie d'emprunts. Qui demande des précisions à Monsieur Ségura Noël ? Contre ?

Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 37 : LOGEMENT - RÉAMÉNAGEMENT DE PRÊTS « ALLONGEMENT DE LA DETTE » - RENOUELEMENT DES GARANTIES D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM FDI HABITAT – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 37 : il s'agit d'un réaménagement de prêts « allongement de la dette » – Renouvellement des garanties d'emprunts à la SA d'HLM FDI Habitat. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Véronique DEMON, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 38 : LOGEMENT – RÉAMÉNAGEMENT DE PRÊTS « ALLONGEMENT DE LA DETTE » - RENOUELEMENT DES GARANTIES D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM CDC HABITAT SOCIAL (ANCIENNEMENT DÉNOMMÉE LE NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL) – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. BONNAL (avec le pouvoir de M. E. PASTOR) sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 38 : Réaménagement de prêts « Allongement de la dette » – Renouvellement des garanties d'emprunts à la SA d'HLM CDC Habitat Social (anciennement dénommée Le Nouveau Logis Méridional). Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 39 : LOGEMENT - RÉAMÉNAGEMENT DE PRÊTS « ALLONGEMENT DE LA DETTE » - RENOUELEMENT DES GARANTIES D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM SFHE GROUPE ARCADE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Y. PELLET sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 39 : Réaménagement de prêts « Allongement de la dette » – Renouvellement des garanties d'emprunts à la SA d'HLM SFHE groupe ARCADE. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Noël SEGURA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 40 : LOGEMENT - RÉAMÉNAGEMENT DE PRÊTS « ALLONGEMENT DE LA DETTE » - RENOUELEMENT DE LA GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM ERILIA – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 40 : Monsieur Ségura vous propose le réaménagement de prêts « Allongement de la dette » – Renouveaulement de la garantie d'emprunts à la SA d'HLM ERILIA. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Valérie BARTHAS-ORSAL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 41 : LOGEMENT – CRÉATION D'UN CENTRE D'HÉBERGEMENT D'URGENCE DE 40 PLACES - L'HOSPITALET SAINT-CHARLES, 241 RUE AUGUSTE BROUSSONNET A MONTPELLIER – GARANTIE D'EMPRUNT A L'ASSOCIATION GAMMES – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, M. Y. PELLET, Mme M-H SANTARELLI, M. P. BONNAL (avec le pouvoir de M. E. PASTOR) et M. J-P RICO entrent en séance.

M. H. de VERBIZIER sort de séance.

M. J-N FOURCADE sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. J-P RICO.

Monsieur le Président

Affaire 41 : création d'un centre d'hébergement d'urgence de 40 places – L'Hospitalet Saint-Charles, 241 rue Auguste-Broussonnet à Montpellier – Garantie d'emprunt à l'association GAMMES. C'est très important. C'est le plan Logement d'abord et c'est pour le logement des plus fragiles de nos concitoyens. Monsieur Ségura.

Noël SEGURA

Merci Monsieur le Président. Mes chers collègues, il s'agit d'un immeuble situé en face de l'ancien hôpital Saint-Charles en vue de réaliser un centre d'hébergement d'urgence de 17 chambres, pour 40 places destinées aux femmes enceintes et mères isolées accompagnées d'enfants de moins de trois ans. La gestion sera effectuée par GAMMES. La garantie d'emprunt s'élève à 1 032 900 €.

Monsieur le Président

Nous sommes très heureux que le Département de l'Hérault, parce que c'est lui qui est à la manœuvre, ait cette opération pour gérer le problème des mineurs isolés sur le territoire, qui est de sa compétence. C'est un problème complexe à gérer. C'est la compétence du Département et souvent les gens pensent que c'est celle de la Ville. Par cette délibération, nous l'aidons à faire son travail. Qui est contre ?

Madame Brissaud.

Anne BRISSAUD

Monsieur le Président, chers collègues, je voudrais poser une question. Je voudrais savoir combien nous avons, aujourd'hui, de places d'hébergement d'urgence sur la Ville de Montpellier et sur la Métropole.

Monsieur le Président

Vous appelez les places de CHRS ou pas ? Ou les places d'hébergement d'urgence ?

Anne BRISSAUD

Si vous avez la différence entre les deux, c'est très bien.

Monsieur le Président

Oui, il y a une différence, car avec le CHRS il y a un accompagnement social, alors qu'il peut y avoir des places d'hébergement d'urgence où il n'y a pas d'accompagnement social.

Anne BRISSAUD

Donc en tout, ça fait ?

Monsieur le Président

Ça fait 1 000 de moins que Rennes. Il nous en manque 1 000, parce que le rattrapage, vu l'augmentation de la population, n'a pas été fait. C'est pour cette raison que nous avons eu cette discussion avec le nouveau Préfet. Nous l'avions abordé avec l'ancien Préfet Pouëssel. Avec le nouveau Préfet, nous avons cette discussion pour augmenter le nombre de places d'hébergement. C'est également pour cette raison que nous nous sommes engagés dans Logement d'abord car avec ce dernier nous avons l'impérieuse obligation de créer des places pour l'hébergement des plus démunis et notamment dans ce que l'on appelle les pensions de famille. Nous avons mis en place les outils.

Anne BRISSAUD

Le chiffre est de combien aujourd'hui ?

Monsieur le Président

Je ne suis pas capable de vous le dire. Madame Yague, vous pouvez nous renseigner ?

Annie YAGUE

D'abord, il faut préciser que la Métropole y va de manière totalement volontaire car l'hébergement d'urgence est une compétence de l'État. Nous nous sommes engagés sur le Logement d'abord. On nous a dit qu'il y avait un déficit de 200 places. Notre objectif s'est fixé par rapport au déficit qui avait été mis en avant par l'État avec une création chaque année d'une pension de famille et d'un centre d'hébergement. Je pense que cette année, nous devrions déjà avoir créé deux pensions de famille alors que nous avions dit une par an – nous allons prendre un peu d'avance – et un centre d'hébergement d'urgence pour lesquels GAMMES est également partie prenante dans le cadre de cette délibération sur le Logement d'abord.

Il faut savoir que c'est une population qui fluctue. Même si on se met en accord par rapport au manque de places qui avait été matérialisé et démontré par l'État, il faudra continuer une action d'accompagnement de ces publics. Aujourd'hui, la problématique, comme vous l'avez souligné Monsieur le Président, c'est aussi l'accompagnement social. C'est également la même problématique que l'on retrouve dans le cas des mineurs isolés qui sont logés mais qui ne sont pas suffisamment accompagnés pour éviter toutes les problématiques que nous avons dans la ville.

Monsieur le Président

Quand j'étais adjoint aux affaires sociales, on comptabilisait entre 500 et 600 places de CHRS à Montpellier. Cela n'a guère augmenté depuis. D'autres procédés ont été mis en place autour. Les places de CHRS assurent l'accompagnement social des personnes en difficulté. Une ville comme Rennes avait déjà entre 1 200 et 1 400 places. Il y a un gap très important car nous avons un solde démographique affolant et que les processus d'État n'ont pas suivi.

Anne BRISSAUD

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Les mineurs isolés, c'est autre chose, Madame Brissaud. Ça n'a rien à voir.

Anne BRISSAUD

Là, nous parlons de la délibération et nous allons au-delà puisque ma question concernait vraiment les places disponibles pour des personnes en difficulté, donc l'hébergement d'urgence en général. Les associations donnent, par exemple, le nombre de 1 000 Sans Domicile Fixe à Montpellier. Est-ce que vous êtes d'accord sur ce chiffre ?

Monsieur le Président

Non. D'après les dernières estimations qui ont été faites en partenariat avec le labo de sociologie de

l'Université Paul Valéry, nous serions plutôt entre 400 et 600. C'est ça, Madame Yague ?

Annie YAGUE

Dans le cadre du Logement d'abord, nous avons fait un comptage de la population de Sans Domicile Fixe de la Ville de Montpellier. Nous sommes arrivés à peu près à 600. Nous allons faire une deuxième opération pour confirmer les chiffres que nous avons pu trouver lors de la première opération. Ces opérations se font en collaboration avec le laboratoire de l'Université mais aussi avec l'État et la Métropole qui, je le répète, vient de manière volontaire sur cette thématique.

Monsieur le Président

En fait, on est sur une compétence d'État pour toutes les personnes en grande précarité. Les mineurs isolés sont une compétence départementale, mais cela ne veut pas dire qu'on n'y va pas ; la preuve : dans cette délibération, nous participons avec l'État et le Département.

Dites-moi, Monsieur Calvat.

Renaud CALVAT

Merci. Cette délibération s'intègre dans le cadre de la compétence du Conseil départemental sur l'enfance en danger, non pas les mineurs non accompagnés mais les mères de famille isolées d'enfants de moins de trois ans qui relèvent, pour leur hébergement, de la compétence du Conseil départemental. Cette délibération ne concerne donc pas la question des MNA (Mineurs Non Accompagnés) mais des mères de famille isolées d'enfants de moins de trois ans. À partir du moment où la maman a un enfant de moins de trois ans, dans le cadre de la compétence sur l'assistance à l'enfance en danger, c'est le Conseil départemental qui doit intervenir. Il le fait. Il crée un centre à Montpellier et la Métropole apporte sa garantie d'emprunt à la création de ce centre qui est financé par le Conseil départemental.

Monsieur le Président

C'est ça. C'est l'Aide Sociale à l'Enfance.

Anne BRISSAUD

Attendez, ma question n'était pas du tout polémique. Je la posais à titre d'information parce que je pense que les collectivités locales doivent être au courant de ce qui se passe.

Monsieur le Président

Madame Brissaud, vous avez raison sur le fond.

Anne BRISSAUD

On n'arrive pas à trouver ces chiffres ailleurs. C'est pour cette raison que je pose la question en Conseil.

Monsieur le Président

Madame Brissaud, les affaires sociales, c'est très compliqué. Si un jour vous avez quelques minutes à perdre, prenez rendez-vous avec moi, je vous expliquerai comment cela se passe.

Anne BRISSAUD

Pour un cours. Vous voulez encore me donner un cours.

Monsieur le Président

Mais non !

Anne BRISSAUD

Mais si ! Je ne dis pas que c'est simple. Je pose seulement une question.

Monsieur le Président

Je vous expliquerai les compétences des collectivités sur la grande précarité et vous verrez combien les choses sont complexes. Comme cela, vous pourrez poser des questions très pertinentes.

Anne BRISSAUD

La complexité ne m'inquiète pas. C'est pour cette raison que je veux bien d'une réponse à tiroirs. Je voudrais

juste une réponse claire.

Monsieur le Président

Nous sommes d'accord. C'est bien. Monsieur Ségura.

Noël SEGURA

Je voudrais juste dire à Madame Brissaud qu'il n'y en a pas assez. Il n'y a pas de chiffres car, aujourd'hui, on va vous en donner un et demain il va changer. La précarité, nous la côtoyons tous les jours, nous, les Maires dans les communes, et je peux vous dire que nous intervenons chaque fois pour des cas différents mais malheureusement dramatiques. Vous savez, ce n'est pas autour d'un chiffre que l'on fait la solidarité mais d'actions.

Monsieur le Président

Je pense qu'il faut des places de CHRS parce qu'elles assurent un suivi social des personnes. Je n'ai pas raison, Madame Dardé ?

Catherine DARDE

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Mais oui, je sais, c'est la réinsertion sociale. Il faut des places de CHRS. Je parle à une spécialiste avec Madame Dardé. Il faut des places de CHRS parce que c'est un centre d'hébergement et de réadaptation sociale. Ça, c'est financé exclusivement par l'État. Comme c'est cher, il a diminué le nombre de places qu'il finance. Ça date de 15 ans. Ce n'est pas maintenant. Ce sont les trois Gouvernements précédents. Comme notre démographie est en hausse, il y a eu un déficit cumulé. Je vous le dis, c'est entre 600 et 1 000 places qu'il nous faudrait à Montpellier. Je vous le dis honnêtement. Je ne mens pas. Plutôt que de faire de l'hébergement comme ça, je préfère un centre de réinsertion sociale où il y a un suivi social qui aide la personne non seulement à vivre dans son quotidien, mais à la réinsérer socialement dans le corps social.

Anne BRISSAUD

Très bien. C'est clair.

Monsieur le Président

Merci. C'est un compliment qui me va droit au cœur. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 42 : LOGEMENT - OPÉRATION « RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE » 2013-2019 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE QUARANTE ET UN LOGEMENTS SITUÉS DANS DIVERSES COMMUNES DE LA MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 42 : Opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » 2013-2019 – Attribution de subventions pour la réhabilitation de quarante et un logements situés dans diverses communes de la Métropole. Qui demande des précisions au rapporteur Monsieur Ségura ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 43 : LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2016-2021 - QUARTIERS « COURREAU / FIGUEROLLES / NORD ÉCUSSON » – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE DEUX LOGEMENTS ET DES PARTIES COMMUNES DE QUATRE IMMEUBLES – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 43 : Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain de Montpellier 2016-2021 – Quartiers « Courreau / Figuerolles / Nord Écusson » – Attribution de subventions. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 44 : COHÉSION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE – ASSOCIATION LE PASSE-MURAILLE – CHANTIER D'INSERTION RESTAURATION COLLECTIVE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION – CONVENTION – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 44 : Madame Yague vous propose avec l'association le Passe-Muraille un chantier d'insertion restauration collective – Attribution de subvention. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 45 : COHÉSION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE - CONTRAT DE VILLE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS - PROGRAMMATION COMPLÉMENTAIRE 2019 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 45 : Contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole – Attribution de subventions aux associations. Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 46 : COHÉSION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE – FONDS MÉTROPOLITAIN D'AIDE AUX JEUNES – ACTIONS COLLECTIVES – LANCEMENT DE L'APPEL A PROJETS 2020

Mme V. PEREZ sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 46 : Fonds métropolitain d'aide aux jeunes – Actions collectives – Lancement de l'appel à projets. Qui demande des précisions à Annie Yague ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 47 : COHÉSION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE – RÈGLEMENT INTÉRIEUR ET CONVENTION D'OCCUPATION DES AIRES DE GRAND PASSAGE DES GENS DU VOYAGE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – APPROBATION

M. J-L COUSQUER sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 47 : Règlement intérieur et convention d'occupation des aires de grand passage des gens du voyage. Qui demande la parole ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 48 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 48 : Madame Illaire, Vice-Présidente, Maire de Cournonsec, vous propose la modification du tableau des emplois et des effectifs. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 49 : CULTURE – MAISON LOUIS JOUVET ET THÉÂTRE DU HANGAR – CONVENTIONS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC AVEC L'ASSOCIATION ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ART DRAMATIQUE (ENSAD) – SUBVENTIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. de VERBIZIER entre en séance.

M. J. RAYMOND (avec le pouvoir de M. C. MEUNIER) et M. C. COUR (avec le pouvoir de M. A. LARUE) sortent de séance.

Monsieur le Président

Madame Lloret, Vice-Présidente et Maire de Sussargues, vous propose à la Maison Louis Juvet et au Théâtre du Hangar des conventions d'occupation du domaine public avec l'association École nationale supérieure d'art dramatique (ENSAD) et son directeur Monsieur Gildas Milin. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Nous inaugurerons le Théâtre du Hangar le 11 à 9h30, faubourg Boutonnet. Le lendemain, le 12, à 10 heures, nous l'ouvrirons au public. Le soir, nous participerons ensemble à la représentation théâtrale *Magdalena* à 19 heures. Nous avons fait les différentes visites de chantier. Les journalistes étaient présents. C'est un merveilleux équipement qui, d'ailleurs, va changer de nom. Il ne s'appellera plus « *le Théâtre du Hangar* » mais « *le Hangar Théâtre* » car il y a d'autres « *le Hangar* » en France. De toute façon, dans 15 jours, on dira : je vais au Hangar, tu vas au Hangar, il va au Hangar... Je mets aux voix.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Guy BARRAL, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 50 : CULTURE – AGORA DES SAVOIRS SAISON 11 – CYCLE DE CONFÉRENCES 2019-2020 – PROGRAMMATION - CONVENTIONS-TYPE D'INTERVENTION AVEC LES CONFÉRENCIERS – DÉSIGNATION D'UN MEMBRE DU CONSEIL SCIENTIFIQUE – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 50 : Monsieur Bernard Travier, Vice-Président délégué à la culture, vous propose pour l'Agora des Savoirs saison II, un cycle de conférences 2019-2020 – Programmation – Conventions-type d'intervention avec les conférenciers – Désignation d'un membre du conseil scientifique. Qui demande la parole ? Je remercie la présidente Anne-Yvonne Le Dain. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 51 : CULTURE – AGORA DES SAVOIRS SAISON 11 – CYCLE DE CONFÉRENCES 2019-2020 – PARTENARIATS AVEC DIVERGENCE FM ET LA MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME DE MONTPELLIER

Monsieur le Président

L'affaire 51 est retirée.

AFFAIRE N° 52 : CULTURE – AGORA DES SAVOIRS SAISON 11 – CYCLE DE CONFÉRENCES 2019-2020 - PARTENARIAT AVEC LA LIBRAIRIE SAURAMPS

Mme V. PEREZ entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 52 : Bernard Travier vous propose, toujours pour l'Agora des Savoirs saison II, le cycle de conférences 2019-2020 – Partenariat avec la librairie Sauramps. Comme d'habitude. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 53 : CULTURE – ADHÉSION A L'ASSOCIATION LABORATOIRE DES MÉDIATIONS EN ART CONTEMPORAIN (LMAC) – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 53 : Adhésion à l'association Laboratoire des Médiations en Art Contemporain (LMAC). Qui demande la parole ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 54 : CULTURE - AFFECTATION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS DE PARTENARIAT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. F. ABERT sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 54 : Affectation de subventions – Conventions de partenariat – Approbation et autorisation de signature. Monsieur Travier vous propose d'attribuer 2 000 € à Zigzags ; 5 000 € à Mission BDLR ; 2500 € à

l'Association pour le développement de l'archéologie en Languedoc-Roussillon. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 55 : CULTURE - MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE MUSÉE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE DE VIZILLE ET LE MUSÉE DU LOUVRE POUR ITINÉRANCE DE L'EXPOSITION « L'ART ET LA MATIÈRE : GALERIE DE SCULPTURES À TOUCHER » - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. COUR (avec le pouvoir de M. A. LARUE) entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 55 : Musée Fabre – Convention de partenariat avec le Musée de la Révolution française de Vizille et le Musée du Louvre pour itinérance de l'exposition « *L'art et la matière : galerie de sculptures à toucher* ». Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 56 : CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA, MUSÉE HENRI PRADES – CONVENTION DE GESTION DU SITE ARCHÉOLOGIQUE DU CASTELLAS, DU MUSÉE MUNICIPAL PAUL SOYRIS ET DU DÉPÔT ARCHÉOLOGIQUE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. RAYMOND (avec le pouvoir de M. C. MEUNIER) entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 56 : Site archéologique Lattara, musée Henri Prades – Convention de gestion du site archéologique du Castellat, du musée municipal Paul Soyris et du dépôt archéologique de Murviel-lès-Montpellier. Qui demande la parole ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 57 : CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA, MUSÉE HENRI PRADES – DEMANDES DE SUBVENTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2020 – APPROBATION

Mme M. BODKIN (avec le pouvoir de M. M. MAJDOUL), M. G. PASTOR et Mme J. FRÊCHE sortent de séance.

Monsieur le Président

Toujours Bernard Travier pour l'affaire 57 : site archéologique Lattara, musée Henri Prades – Demandes de subventions. Comment s'appelle le musée à Lattes ? « *Lattara – Henri Prades* » ou « *Henri Prades – Lattara* » ?

Bernard TRAVIER

Ce dont je suis certain, c'est qu'il y a eu un contentieux il y a quelques années qui avait attribué de manière définitive le nom d'« *Henri Prades* ».

Monsieur le Président

Donc, il faut changer la pancarte.

Bernard TRAVIER

Il faut changer la pancarte et améliorer la signalétique.

Monsieur le Président

A Lattes, le musée s'appelle « *Henri Prades* ».

Bernard TRAVIER

Et le site s'appelle « *Lattara* ».

Monsieur le Président

Oui mais, ce n'est pas inscrit sur les pancartes. Il est marqué « *Lattara* » alors qu'il faut inscrire « *Henri Prades* » et en dessous « *site de Lattara* ». Il faut mettre « *Henri Prades* » car c'était un archéologue exceptionnel, un instituteur membre du Parti communiste pour qui j'ai fouillé quand j'étais étudiant. C'était quelqu'un de désintéressé et de passionné. Il mérite largement que le musée porte son nom.

Bernard TRAVIER

Je voudrais rajouter une chose, Monsieur le Président. Cet été, il y a eu, vous le savez, des fouilles très importantes sur lesquelles vous vous êtes rendu. Nous avons retrouvé le chenal du port de Lattes et tout ce qui va avec. Les archéologues, qui sont américains et européens, m'ont dit immédiatement que les intuitions d'Henri Prades sur l'organisation du port avaient toutes été vérifiées, c'est-à-dire qu'il avait compris avant tout le monde, avant ceux dont c'était le métier et qui passaient leur temps à fouiller, quelles étaient l'organisation et l'orientation de ce port. Je tiens à le rappeler.

Monsieur le Président

Le chenal du port de Lattes. D'ailleurs, rejoignant votre intime conviction, Monsieur Travier, j'ai convié les archéologues de Lattes à introduire le prochain Conseil de Métropole pour nous faire part de leurs découvertes cet été au travers de 20 minutes d'exposé. Vous êtes allé visiter. J'y suis également allé de mon côté.

Bernard TRAVIER

C'est exceptionnel. Les résultats, cette année, sont exceptionnels.

Monsieur le Président

C'est un site exceptionnel. Nous avons donc invité les archéologues qui viendront faire un exposé devant tous les élus de la Métropole sur les découvertes qui ont été faites dans le port de Lattes.

Bernard TRAVIER

Ce qui va venir dans les années qui vont suivre va être extrêmement important puisque c'est le complément des découvertes récentes. Ils ont imaginé et sont certains qu'il y a, à côté du chenal, tous les magasins dans lesquelles les marchandises étaient déposées. Il y a donc un très beau programme sur les trois années à venir.

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

Affaire 57 : site archéologique Lattara. Il s'agit de demandes de subventions. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité. Il y a eu une très belle interview de Diane Dusseaux, la conservatrice, l'autre soir à la télévision.

Bernard TRAVIER

Elle travaille très bien.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 58 : CULTURE – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES - RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION ENTRE LA BIBLIOTHÈQUE INTERUNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER HÉBERGEANT LE CENTRE RÉGIONAL DU SUDOC-PS LANGUEDOC-ROUSSILLON ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme J. FRÊCHE entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 58 : Réseau des médiathèques – Renouvellement de la convention entre la Bibliothèque interuniversitaire de Montpellier.

Bernard TRAVIER

C'est pour le stockage des périodiques, etc. C'est un renouvellement.

Monsieur le Président

Madame Marion et Monsieur Barral ne prennent pas part au vote.

Bernard TRAVIER

Je crois pouvoir dire aussi que l'État nous accorde 1,5 million d'euros pour le transfert de Fellini, ce qui n'est pas neutre.

Monsieur le Président

Ce matin, dans la page de *Midi-Libre* consacrée à Saint Jean de Védas, il y avait un excellent article sur la médiathèque Jules Verne. J'ai été un peu étonné car nous n'avons pas encore inauguré les travaux. Qui a fait cet article ? C'est la conservatrice. Elle s'est laissé piéger. Ce n'est pas grave, on trouvera d'autres choses à dire sur Jules Verne et sur Saint Jean de Védas. Cela ne pose pas de problème.

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Guy BARRAL, Mme Chantal MARION.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 59 : CULTURE – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL (CRR) – DEMANDE DE SUBVENTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2020 – APPROBATION

Mme M. BODKIN (avec le pouvoir de M. M. MAJDOUL) et M. G. PASTOR entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 59 : Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR). Nous ferons la deuxième visite de chantier à la mi-décembre. Il y a 45 millions d'euros sur le CRR. Il sera pratiquement terminé au mois de mars mais, les aménagements intérieurs le seront pour la rentrée des classes d'octobre 2020. Les premiers locaux seront visitables à partir du mois de décembre. Nous ferons donc une visite de chantier extrêmement précise. C'est un merveilleux équipement.

Bernard TRAVIER

Le chantier avance très bien. Ce qui est déjà réalisé est très beau.

Monsieur le Président

Très beau et c'est un chantier propre qui utilise comme base de travail le réemploi, l'économie circulaire. Bravo aux architectes MDR (Matte, Devaux, Rousseau) qui, quand ils ont démoli l'ancienne maternité, ont trié les moellons (les pierres qui pouvaient être récupérées), le métal, le béton, etc. Ils ont récupéré tout ce qui pouvait l'être pour le réemployer sur place, ce qui évite d'aggraver le bilan carbone de l'opération pour construire le nouveau conservatoire. C'est un chantier exemplaire. Nous le visiterons ensemble aux alentours du 15 décembre.

Bernard TRAVIER

J'ai mis en place avec les services un COPIL. Nous devons nous réunir normalement avec le DGS et tous les directeurs concernés le 29 octobre, si je ne me trompe pas. Il y aura un rétro-planning.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 59. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 60 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – CONTRAT DE CONCESSION DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DES COMMUNES EST ET OUEST – AVENANT N° 2 – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. F. ABERT et M. J-L COUSQUER entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 60 : Contrat de concession du service public d'assainissement collectif des communes Est et Ouest.
Madame Galabrun-Boulbes, Première Vice-Présidente.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Monsieur le Président, est-ce que vous me permettez avant de vous remettre quelque chose ?

Monsieur le Président

Ah oui !

Jackie GALABRUN-BOULBES

Bonsoir Monsieur le Président. Bonsoir à toutes et à tous. J'ai eu le plaisir et l'honneur d'aller en Corée du Sud du 2 au 7 septembre dernier. Cette mission s'est déroulée dans le cadre du Forum mondial des villes de l'eau qui s'inscrit dans la semaine internationale de l'eau organisée tous les ans depuis cinq ans à Daegu. Ce forum sert de plate-forme pour les villes et les experts mondiaux afin de discuter de la façon dont utiliser l'eau comme catalyseur de croissance et de développement urbain durable et partager les meilleures pratiques et politiques liées à la gestion de l'eau. Devant plus de 200 collectivités, dont 50 étrangères comme Chengdu, Bogotá, Taïpei ou Austin, quatre organisations mondiales, quatre Ministres, lors de séances plénières et de tables rondes, j'ai eu l'opportunité de mettre en avant le travail et la stratégie politique mise en place par la Métropole de Montpellier et d'affirmer ainsi la reconnaissance internationale et la place de la Métropole de Montpellier dans ce secteur stratégique qu'est l'eau. Lors de ces journées, nous avons été la seule Ville et Métropole à signer un accord bilatéral politique avec la Ville et Métropole de Daegu avec une déclinaison technique et opérationnelle axée sur les entreprises avec le cluster mondial Aqua-Valley et son homologue coréen Dyetec.

Daegu a une tradition millénaire sur la forge de l'acier et le tissage à la main. Je vais donc remettre de la part de Monsieur Kwon Young-jin, Maire de la Ville-Métropole, ce cadeau qui est une représentation en métal et en 3D tirée d'un tableau du grand peintre coréen du XVIII^e siècle, Kim Hong-do, surnommé Danwon.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. C'est le travail de la Métropole qui est souligné dans ce cadeau. C'est aussi notre volonté de partager avec les autres villes, les autres pays, notre expérience et de requérir d'eux leur propre expérience. Merci à Jackie Galabrun-Boulbes qui s'est rendue en Corée du Sud. Avec ce pays, nous avons de nombreuses passerelles qui concernent l'eau, comme on vient de le voir, mais aussi la culture, puisque nous avons de nombreux étudiants de Corée du Sud qui travaillent à Montpellier, dont une qui a été primée pour le plafond des halles Laissac, Mona Kim, qui aujourd'hui fait une carrière internationale. Nous avons de très nombreux artistes coréens à Montpellier. De plus, nous avons soutenu avec Max Lévitá, le festival Corée d'ici. Nous sommes une des rares villes au monde à avoir permis la création de ce festival. Nous avons donc une liaison forte avec la Corée. Cela pourra déboucher un jour peut-être sur non pas un jumelage mais une coopération entre villes plus officielle.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Tout à fait. Ils sont déjà venus nous rendre visite au mois d'avril.

Pour en revenir au point 60, qui est plus terre à terre, il s'agit d'un avenant avec la société Aqualter. C'est

l'avenant n° 2. Il s'avère que des recettes complémentaires prévues ont été abandonnées à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole pour faire ce service à titre gracieux. De ce fait, il nous faut revaloriser un peu la prestation d'Aqualter qui s'élève à 0,0446 € hors taxes par mètre cube.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N° 61 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE (RPQS) DE L'EAU POTABLE ET DE L'EAU BRUTE POUR L'ANNEE 2018 – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 61 : Service public de l'eau et de l'assainissement – Rapport sur le prix et la qualité du service (RPQS) de l'eau potable et de l'eau brute pour l'année 2018. Madame Galabrun.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Vous allez tous avoir les rapports comme chaque année. Je peux vous en dire quelques mots. La première partie porte sur l'eau potable et l'eau brute. Je vais inverser en vous disant que, pour l'eau brute, le schéma est lancé. Nous avons donc deux lots. Nous allons avoir le plaisir de travailler pour un lot avec la Chambre d'agriculture ; le deuxième est confié à un bureau d'études.

Concernant l'année 2018, il y a eu des points importants. Au global, 31 millions de mètres cubes d'eau potable ont été produits ; 2,7 millions de mètres cubes ont été achetés et 5,9 millions de mètres cubes ont été vendus en gros. Les volumes consommés représentent donc 25,2 millions de mètres cubes, tous usages confondus.

Je peux également vous dire que nous avons travaillé sur l'alimentation en eau potable de Saint-Brès. Nous avons travaillé sur l'eau potable de Sussargues. L'opération « *étage 105* » avance. Voilà les grosses trames de l'année 2018 concernant l'eau potable.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Monsieur le Maire de Montaud.

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, mes chers collègues, permettez-moi de vous faire un point sur une de mes préoccupations par rapport à notre territoire. Le prélèvement de l'eau est aujourd'hui de plus en plus important sur notre région du fait qu'il y a de plus en plus de personnes et de plus en plus de besoins de la part de nos administrés, puisque les consommations augmentent globalement. Pour autant, comme vous le savez, nos ressources ne sont plus, aujourd'hui, inépuisables. Elles sont dans une certaine difficulté si bien que des plans de gestion de ressources en eau se mettent notamment en place.

Concernant ce rapport, j'ai une forte inquiétude par rapport à l'alimentation en eau de tout notre territoire et notre bassin de vie puisque nous allons être limités, or l'alimentation en eau, notamment de Montpellier et de ses communes, est basée seulement sur deux ressources à savoir celle du Lez et BRL, par une prise dans le Bas-Rhône, qui sont aujourd'hui, comme nous le savons, proches du maximum autorisé. Si nous devons parler de la façon dont on voit les 20 ou 30 prochaines années par rapport à l'alimentation en eau potable, je crois que la Métropole devrait, dans ses stratégies, trouver de nouvelles ressources pour pouvoir, d'une part, éviter de trop prélever sur ses ressources qui se rechargent mal – je parle notamment de la source du Lez – et également lancer un grand programme d'information et de sensibilisation sur l'eau pour que nos concitoyens en consomment moins, afin de moins en prélever. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Madame Galabrun.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Nous travaillons tous les jours sur les économies d'eau. C'est quelque chose d'important. Au niveau des prélèvements, ils sont plutôt fixes malgré l'arrivée des populations. Cela veut dire que les gens font déjà des économies. La source du Lez est merveilleuse pour nous puisque, cet été, nous avons eu à faire appel à peine à 20 % du BRL. Nous avons des projets sur les deux côtés, c'est-à-dire du côté des communes qui sont dans le syndicat mixte Garrigues Campagne, avec une prochaine usine de potabilisation du côté de Saint-Hilaire-de-Beauvoir et, pour nous, une nouvelle usine de sécurisation à Valedéau.

Nous réfléchissons, bien sûr, aux nouvelles technologies puisque BRL ne sera peut-être pas sans fin et que des négociations sont menées avec eux pour éviter que le prix de l'eau soit trop cher afin de ne pas avoir à le rebasculer sur les administrés. Nous étudions toutes les nouvelles solutions. Nous sommes toujours à l'écoute et l'économie d'eau avec l'ALEC est toujours mise en avant.

Monsieur le Président

Monsieur le Maire, vous feriez allusion à quoi pour trouver de nouvelles ressources ? Vous les verriez où ?

Joël RAYMOND

Je pense que ce sera un vrai problème. Je vous le dis franchement. C'est une réflexion personnelle et j'ai beaucoup d'inquiétude par rapport à ça. Je me répète mais si nous avons une ressource qui vient à être souvent polluée, ou en déficit important, nous ne pourrions pas alimenter tous les Montpelliérains sur ce bassin de vie dans les prochaines années. Nous savons aussi qu'avec le réchauffement climatique, comme nous l'avons vu entre les sécheresses de 2017 et 2019, nous pouvons atteindre des niveaux très bas et donc avoir des problèmes, notamment de salinité pour certaines ressources. Je crois qu'il faut une troisième ressource. Il faut la trouver.

Personnellement, je n'ai pas suffisamment poussé la réflexion et étudié le sujet, mais je pense que la désalinisation de l'eau de mer pourrait être une autre ressource, pour pouvoir se reconnecter et enfin éviter de trop prélever. Je ne sais pas, mais je pense que dans la stratégie de réflexion pour le prochain quart de siècle, cela mériterait que nous nous penchions dessus car nous allons avoir des problèmes en termes des deux seules ressources que nous avons ici pour l'alimentation des personnes.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Je suis d'accord avec toi. Je crois que mon collègue Monsieur Alauzet du SBL réfléchit aussi en arrière-plan à la désalinisation. Nous savons très bien que c'est aujourd'hui un problème d'énergie et de coût, mais dans les 25 ans à venir, pourquoi pas. Aujourd'hui, nous avons la chance d'être sur un bassin-versant sur lequel nous n'avons pas trop de problèmes avec une source du Lez qui est très prolifique.

Joël RAYMOND

Mais non ! Si on regarde précisément, les ressources ne se rechargent plus comme avant ; c'est le premier point. Vous savez que cette année, nous allons dépasser le nombre de jours sans pluie. Nous allons avoir, en 2019, la plus longue période sans pluie. Nous allons battre des records. Deuxième point : vous savez comme moi que la recharge ne se fait pas parce que nos sols sont de plus en plus artificialisés. Le ruissellement est de plus en plus important et donc, les nappes n'ont pas le temps de capter toute l'eau ou le peu d'eau qui tombe.

Nous allons avoir ce problème-là dans les 10 prochaines années ; ne nous voilons pas la face. Personnellement, je suis prêt à contribuer. Je pense que la démarche qui avait été mise en place par René Revol, avec notamment l'Or, était bonne. Elle consistait à réunir des scientifiques pour réfléchir à ce projet et à ce sujet qui sera majeur dans les années à venir. Je vois que cela fait sourire Monsieur Fina mais je vous garantis que le problème est déjà là.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Monsieur Raymond, le problème est déjà là et l'Agence de l'eau l'a pris en compte. Nous y étions vendredi et nous y avons passé la journée. On parle d'électricité et de beaucoup de choses comme de retenues collinaires. Nous essayons de rechercher tous les forages possibles et imaginables. Nous savons que demain, il faudra se tourner vers différentes ressources autres que le BRL. Nous y travaillons. Nous n'avons pas attendu.

Monsieur le Président

Monsieur Meissonnier, puis Monsieur Cour.

Jean-Luc MEISSONNIER

Je vais rassurer Joël Raymond. Je crois que le jour où l'on sera vraiment « à la ramasse » pour l'eau potable, on commencera par arrêter d'en mettre dans nos toilettes et on travaillera sur de l'eau brute. Ainsi, on économisera déjà une grande quantité d'eau. Il est vraiment absolument scandaleux de voir que sur nos bornes d'incendie, il faut de l'eau potable et que sur nos stations d'épuration, qui sont de qualité « *eaux de baignade* », on ne peut pas récupérer l'eau afin d'économiser la ressource en eau brute. Ce sont des réflexions. Le jour où on sera vraiment dans une limite vraiment limite, je pense que la DDASS fera un effort pour comprendre que l'on peut avoir des solutions alternatives pour économiser l'eau.

Monsieur le Président

Monsieur Cour.

Christophe COUR

Il y a déjà des pays qui sont concernés par ce problème et qui ont mis en place des solutions alternatives en récupérant systématiquement l'eau de pluie. Nous n'avons pas besoin de retraiter cette eau de pluie sur place, dans des bâtiments, nous pouvons l'avoir directement dans les toilettes, pour les douches ou les lave-linge, par exemple. Cette eau, à part celle des toilettes, est récupérée pour faire de l'arrosage. L'avantage, c'est que cela évite d'envoyer indirectement toute cette flotte dans l'usine de Maera. On gagne donc un peu sur tous les plans. Cela ne veut pas dire que ça ne doit être que ça mais c'est déjà quelque chose que nous avons gratuitement. Dans les nouvelles constructions, c'est simple à faire ; il suffit d'en avoir la volonté.

Monsieur le Président

Est-ce qu'on a le droit de récupérer l'eau de pluie pour l'utiliser pour les toilettes, par exemple ?

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

Il faut la traiter. Monsieur Revol. On ne peut pas l'utiliser telle que.

Interventions hors micro.

René REVOL

Il ne s'agit pas de polémiquer sur ce sujet. Je crois que nous avons tous conscience ici que nous rentrons dans un cycle, avec le changement climatique, où la ressource en eau va se raréfier et où il faut effectivement avoir une stratégie. Je ne reproche pas du tout à la Métropole de ne pas avoir une stratégie à ce sujet puisque nous l'avons définie ensemble lorsque nous avons défini les grands axes de la Métropole. Il y a toute une série d'éléments qu'il faut bien évidemment combiner comme la recherche de nouvelles ressources. Par exemple, une étude a été lancée sur la nappe qui est sous la Mosson. Attendons qu'elle débouche, cela pourrait être une nouvelle ressource. Par ailleurs, il y a les économies d'eau que nous faisons en augmentant le rythme auquel nous renouvelons les réseaux. De plus, j'ai regardé les chiffres et les investissements dans le renouvellement du réseau continuent de croître. Lorsque c'était du temps de Veolia, on était trois fois inférieurs. Dans le nouveau régime mis en place avec la Régie de l'eau, nous les avons multipliés par trois et nous les avons encore multipliés maintenant. Ce sont des éléments d'économie qui sont fondamentaux.

En ce qui concerne l'utilisation de l'eau brute, j'avais souligné une idée lorsque l'on a discuté sur Maera et j'espère que cette contribution fera évoluer la réflexion : toute l'eau qui sort des stations d'épuration pourrait être, comme dans d'autres pays et villes, beaucoup mieux utilisée dans le service de voirie. Quand on voit que la grande majorité du nettoyage des rues se fait avec de l'eau potable, on a de ce point de vue un chantier devant nous à développer. En prenant tous ces outils et en les combinant, je pense que nous pouvons être efficaces dans les années qui viennent.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Revol. Madame Galabrun.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Tout cela, ce sont des pistes d'amélioration et d'économie mais aujourd'hui, on ne peut pas le faire. On ne peut pas se servir des eaux usées pour nettoyer nos voiries ; nous n'avons pas le droit.

René REVOL

Dans plein de villes, l'eau a un statut d'eau brute et peut être utilisée.

Jackie GALABRUN-BOULBES

C'est de l'eau brute, pas de l'eau usée.

René REVOL

La nouvelle circulaire 2014 de l'ARS permet de nettoyer les voiries avec cette eau-là. De la même manière, à Paris, Haussmann avait fait un réseau d'eau brute séparée de l'eau potable. Ils n'ont donc pas ce problème. C'est parfaitement possible. Cela entraîne toutefois une vraie difficulté parce que Maera produit au Sud de l'ensemble du bassin. Nous n'allons donc pas faire remonter l'eau de Maera pour arroser le golf de Juvignac, cela coûterait trop cher. À partir de là, il faut réfléchir à des solutions. À mon sens, c'est un travail qui est en cours. Je pense qu'avec les techniciens, nous allons trouver des solutions.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Très bien. Comme je te le disais, les travaux et les réflexions sont en cours. Cela sera donc mis en route dans les années à venir.

Monsieur le Président

Madame Marion, puis Monsieur Alauzet.

Chantal MARION

Monsieur le Président, mes chers collègues, je fais, je crois, partie des personnes optimistes. Dans notre incubateur du BIC, il y a deux ou trois start-up qui travaillent sur la façon de traiter les eaux, usées entre autres, pour être réutilisées aussi bien pour laver sa voiture que pour les toilettes. Cela implique, comme le disait Monsieur Meissonnier, que l'eau de pluie soit traitée. Eaux usées, eaux traitées. Il y a trois start-up qui travaillent là-dessus dont une qui a eu le prix de l'innovation et qui a déjà fait un malheur en Afrique Noire. Ce sont des propositions que nous pouvons faire au niveau, pourquoi pas, des créations de bâtiments pour que les eaux usées soient récupérées et utilisées. Je reste optimiste sur ce sujet.

Monsieur le Président

Monsieur Alauzet.

Jean-Marc ALAUZET

Je parlerai sous la casquette du Président du Syndicat du Bas Languedoc qui couvre l'Ouest de Montpellier jusqu'à Agde, soit 27 communes. Je veux compléter les propos de notre Vice-Présidente, Madame Galabrun. Par exemple, il y a longtemps que le Syndicat du Bas Languedoc discute avec la Métropole pour faire une interconnexion de réseaux car nous n'avons pas les pointes au même moment. Avec le Cap d'Agde, par exemple, nous avons des pointes au mois d'août. Les pointes sont différentes sur Montpellier. Nous avons déjà parlé avec les services de la Métropole d'une interconnexion de réseaux qui nous permettrait de dépanner, au cas où, la Métropole de Montpellier dans son ensemble. Pour vous donner une idée, cet été, il y a eu une grande sécheresse comme vous le savez, au niveau du Syndicat du Bas Languedoc, sur nos 27 communes, nous sommes montés en pointe à 100 000 m³/jour. Nous avons un potentiel de 150 000. Nous avons à notre disposition 50 000 m³/jour. L'interconnexion pourrait donc permettre à certains moments de se dépanner et de trouver des solutions souples pour pouvoir écrêter les pointes.

La deuxième solution est, à mon sens, évidente. Elle réside dans les rendements de réseaux. La première source à trouver maintenant est l'économie d'eau, c'est-à-dire de ne pas avoir des réseaux fuyards. Il faut tendre vers des réseaux étanches. Cela n'existe pas à 100 % mais on peut tendre vers du 85 - 90 % et, là, nous pourrions récupérer des millions de mètres cubes d'eau.

La troisième solution est, je crois, évidente. Nous sommes en bord de mer. Il s'agit du dessalement. Dans le Bas Languedoc, nous avons déjà dans les tiroirs une usine clé en main. Elle est toute prête. Nous sommes même déjà en train de réserver du foncier. Si demain, nous avons besoin d'eau, nous savons que nous pouvons faire du dessalement. Cela ne revient pas plus cher maintenant que certains *process* en membrane qui potabilisent l'eau de rivière. Nous arrivons à avoir des coûts similaires. Le problème est écologique. Il faut trouver des endroits où nous pouvons puiser sans perturber le milieu marin et surtout il faut coupler le renvoi d'eau saumâtre avec une station d'épuration de façon à ne pas perturber le milieu naturel.

Des solutions existent. Nous les avons déjà « *dans les tiroirs* ». Je ne m'inquiète pas trop sur l'avenir. Personnellement sur la zone de l'Ouest de Montpellier jusqu'à Agde, nous avons un schéma directeur sur l'eau potable qui sécurise l'eau jusqu'en 2050. Je n'ai pas dit 2030, mais 2050. Nous avons un potentiel assez élevé en diversifiant les ressources. Nous n'avons pas encore envisagé le dessalement, puisqu'une usine coûte assez cher et nous attendrons que les besoins augmentent pour la mettre en œuvre.

Sachez tout de même aussi – un petit peu pour contrarier mon collègue Monsieur Raymond – que les gens consomment moins d'eau qu'avant. Nous avions, par exemple, à l'époque 125 m³ par ménage et nous sommes maintenant plutôt à 110. Les gens font maintenant attention, ou du moins les équipements électroménagers sont plus économes. Il y a une baisse de consommation par ménage ; c'est une certitude.

Dernière idée : nous avons déjà expérimenté sur le Syndicat du Bas Languedoc avec la commune d'Agde l'arrosage du golf avec de l'eau de station d'épuration, c'est-à-dire que l'on n'utilise plus d'eau potable pour arroser le golf d'Agde, mais de l'eau de station d'épuration. Pour les espaces verts, les stades, les ronds-points, il y a vraiment des possibilités assez faciles à mettre en œuvre pour ne pas utiliser de l'eau potable.

Tout cela pour dire que les différentes collectivités ont tout intérêt à travailler en partenariat et la première solution à court terme est l'interconnexion de nos réseaux. Nous y travaillons.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Alauzet. Qui demande la parole ? À ma connaissance, le golf de Juvignac n'est pas arrosé avec de l'eau potable mais avec un forage et un bassin.

Je mets aux voix l'affaire 61. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N° 62 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE (RPQS) DE L'ASSAINISSEMENT POUR L'ANNÉE 2018 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 62 : Service public de l'eau et de l'assainissement – Rapport sur le prix et la qualité du service (RPQS) de l'assainissement pour l'année 2018. Qui demande des précisions à Jackie Galabrun ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N° 63 : PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC (RPQS) DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES DÉCHETS POUR L'ANNÉE 2018 – APPROBATION

M. J. DOMERGUE sort de séance.

Mme P. MIRALLES sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. F. ABERT.

Monsieur le Président

Affaire 63 : Rapport sur le prix et la qualité du service public (RPQS) de prévention et de gestion des déchets pour l'année 2018. Qui demande des précisions auprès du rapporteur, Valérie Barthas-Orsal ? Monsieur Cour et Monsieur Petit.

Christophe COUR

Monsieur le Président, je trouve que ce rapport manque de précision et j'aimerais revenir sur certains points. Vous indiquez que 28 000 MW électriques ont été produits et réinjectés dans le réseau public, ce qui est très

bien, mais vous ne nous indiquez pas qu'en même temps, Amétyst rachète 16 400 MW à EDF. Mes chers collègues, vous allez me demander quel est l'intérêt de vendre 20 000 pour en racheter 16 400. L'État oblige EDF à nous racheter l'électricité plus chère que ce qu'elle nous le vend.

Quand on regarde sur la totalité de ce que vous indiquez comme valorisé, c'est-à-dire 34 000 MW, entre la chaleur et l'électricité, il faut donc retirer les 16 400 d'électricité et aussi les 3 000 et quelques de chaleur consommée sur place. Cela signifie qu'au lieu de 34 000 MW valorisés, comme vous l'indiquez, il n'y en a uniquement et réellement que 14 000.

Vingt-huit mille tonnes de compost normé ont été produites et valorisées, ce qui est très bien. Le problème c'est que l'on ne voit pas le chiffre d'affaires que nous avons fait avec, c'est-à-dire combien nous les avons vendues. Et, je ne demande même pas à qui, puisqu'apparemment, c'est un secret d'État. Il serait bien que nous ayons également ce chiffre à savoir combien nous ont remporté ces 28 000 tonnes de compost normé.

Concernant Déméter, nous allons passer d'une capacité de 24 000 tonnes à l'heure actuelle à 35 000 dans les mois qui viennent. Quand on additionne vos différents chiffres, on s'aperçoit que les 35 000 tonnes vont être apparemment en sous capacité. Vous indiquez d'ailleurs qu'une grande partie des tonnages des bacs jaunes est envoyée en décharge à Castries et brûlée à Lunel-Viel. Notre gros problème est que cette usine d'Amétyst fonctionne principalement et uniquement avec les poubelles grises, c'est-à-dire qu'il ne lui faut que des poubelles grises pour pouvoir fonctionner. Son rôle est de séparer le putrescible du reste et ça ne marche pas et ça ne marchera jamais. Imaginez-vous, mes collègues, des restes de poisson ou de viande mélangés à du carton, du papier, du verre ou de l'aluminium, cela n'a plus aucun prix à la revente. Cela signifie que ces produits sont envoyés à Castries ou brûlé à Lunel-Viel.

Monsieur le Président, vous continuez de privilégier une multinationale au détriment du recyclage et de l'économie circulaire, donc au détriment de milliers d'emplois non délocalisables, notamment pour des personnes qui ont peu de qualification.

Monsieur le Président, vous êtes élu pour anticiper les problèmes, sauf que sur la décharge de Castries, qui va fermer en novembre c'est-à-dire dans plusieurs semaines, vous n'avez rien prévu pour la suite. Et mettre en place la suite prendra des années. Cela signifie qu'en attendant, nous allons payer 8 millions d'euros de plus par an pour expédier nos déchets chez les autres, par une noria de camions. Vous indiquez que c'est le rôle de la Région de gérer les déchets. Effectivement, elle est obligée de le faire quand vous-même, vous ne le faites pas.

Si vous êtes réélu, Monsieur le Président...

Monsieur le Président

Je ne suis pas candidat. Ne me parlez pas d'élections.

Christophe COUR

On n'espère pas mais au cas où... On ne sait jamais. C'est un Maire de votre équipe qui aura sur sa commune la nouvelle décharge après les élections municipales, évidemment. Je suis persuadé que les habitants de cette commune ne sont pas au courant. Merci de votre écoute.

Monsieur le Président

Qui avait demandé la parole ? Madame Barthas, vous répondrez d'un seul coup. Monsieur Petit, puis Monsieur Pastor, Maire de Castries, dont vous avez abondamment cité le nom. Il va vous répondre après. D'abord Monsieur Petit, puis Madame Barthas, puis Monsieur Pastor.

Éric PETIT

Bonsoir à tous. Bonsoir chers collègues. Monsieur le Président. Je vais encore citer Castries, puisque c'est une de mes problématiques aujourd'hui. Le 30 novembre, le casier n° 2 de Castries devrait fermer. Aujourd'hui, la capacité théorique est aux alentours de 73 000 tonnes annuelles. Nous avons aussi Lunel-Viel qui ferme avec ses 30 000 tonnes annuelles. Nous nous retrouvons avec 100 000 tonnes annuelles à gérer à partir de la fin de cette année. Comme le disait mon collègue Christophe Cour, c'est sûr que la seule solution actuelle que nous pouvons avoir, c'est de se débarrasser de ces déchets ultimes par camions sur des zones. Le plan régional de prévention et de valorisation des déchets n'est toujours pas acté. À ma connaissance, il est encore en cours de préparation. J'espère que nous pourrions travailler conjointement avec la Région de manière

à pouvoir gérer correctement ces déchets.

J'espérais que l'on puisse réduire au maximum nos déchets et les gérer en local. En l'espèce, à mon sens, dans les deux ans à venir, je vois difficilement comment nous allons pouvoir les gérer en local. J'aimerais donc avoir un timing afin de savoir quand nous allons pouvoir réellement les gérer chez nous.

Deuxièmement, j'aurais aimé avoir le coût sur les années à venir de ce transport de ces 100 000 tonnes, *a minima*, sur les routes.

J'aimerais revenir un tout petit peu sur Déméter afin de mettre un petit bémol sur ce qui se passe. Je fais partie du comité de suivi (CSS) de l'usine Amétyst. Lors de la dernière réunion qui s'est déroulée en juin, j'étais le seul élu présent. J'essaie de voir comment cela se passe.

J'aimerais, ce soir, également émettre un vœu pour cette usine Amétyst. C'est un outil, il est beau ou pas, il a peut-être été fait de manière démesurée à son époque – merci à nos amis les Verts – mais, nous l'avons aujourd'hui et j'aimerais que nous puissions l'optimiser comme un outil à notre disposition. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Quand vous parlez de « *nos amis les Verts* », vous faites allusion à qui, car il y en a plein ?

Éric PETIT

Je suppose que vous connaissez tous ceux qui ont voté cela à cette époque.

Monsieur le Président

Vous faites allusion à qui ?

Éric PETIT

Aux Verts historiques. *A priori* ceux qui étaient avec Monsieur Moure à la grande époque, donc Monsieur Roumégas, bien sûr.

Monsieur le Président

Ah ! Ça va mieux ! On continue. Qui a demandé la parole ? Madame Barthas va répondre puis Monsieur Pastor.

Valérie BARTHAS-ORSAL

Je vais faire un premier point concernant l'intervention de Monsieur Cour. Écoutez, c'est le chaos : il y a des idées, c'est confus, on a du mal à comprendre. Pourtant, il vient en commission. Quand il vient en commission, on prend le temps de lui répondre mais on se rend compte qu'il ne comprend pas toujours. Pourtant, les services sont là et ils s'arrachent les cheveux. Il pose des questions à des spécialistes, des techniciens qui ont des tableaux et qui peuvent répondre, avec une très grande précision. Il arrive ici et il n'a toujours pas compris. Je le regrette, mais sachez Monsieur Cour que si vous connaissiez un petit peu la machine vous sauriez qu'Amétyst est un formidable outil sur lequel nous travaillons et sur lequel nous avons énormément investi. Vous dites qu'Amétyst ne reçoit pas de biodéchets mais bien sûr qu'il en reçoit ; il en reçoit 12 000 tonnes par an ! Donc, vous n'écoutez pas tout quand nous sommes en commission.

Christophe COUR

Je n'ai jamais dit ça !

Valérie BARTHAS-ORSAL

Je n'ai pas fini ! Amétyst reçoit également 1 295 tonnes d'acier, soit l'équivalent de 1 850 voitures qui y sont triées. Il reçoit aussi 811 tonnes d'aluminium, soit l'équivalent de 266 000 vélos. Nous ferions quoi de tout cela si nous n'avions pas ce formidable outil ? Ensuite, vous parlez de Déméter. Nous y investissons 20 millions d'euros. Nous sommes accompagnés par l'Ademe et Citéo. Vous croyez, Monsieur Cour, que si nous étions aussi nuls que cela, nous serions accompagnés par l'Ademe et Citéo ? S'ils nous accompagnent c'est parce que nous sommes bons, Monsieur, nous travaillons ensemble. Je n'ai rien à vous prouver. Il suffit de voir les résultats. Vous imaginez bien que nous n'allons pas mettre en place un centre de tri qui sera sous-évalué et sous-doté pour les besoins des habitants de la Métropole. Nous imaginons à peu près à 25 ans devant nous. Nous sommes donc tranquilles dans un premier temps. Nous mettons, là aussi, un formidable outil en place.

Ensuite, Monsieur Petit. Nous nous réjouissons de fermer le 30 novembre le casier de Castries. J'ai proposé au Maire de Castries, s'il le voulait, d'aller boire un verre là-bas pour fêter cette fermeture. Sachez qu'à partir du 1^{er} décembre, nous allons appliquer les consignes du Plan régional. D'abord, nous l'anticipons légèrement ; nous n'attendons pas d'être acculés. Nous allons transférer nos déchets vers des installations privées en Occitanie.

Nous pensons à long terme. Quand on met en place un Président de la Métropole qui s'appelle Philippe Saurel, il ne regarde pas le bout de ses chaussures, mais il regarde à long terme, voire à très long terme. Il sait très bien que, tous les ans, nous avons 4 000 personnes qui arrivent sur la Ville de Montpellier et 7 000 sur la Métropole. Nous sommes en train de travailler sur un projet de traitement des ordures à travers une usine de production de CSR, c'est-à-dire d'ordures qui ont un haut pouvoir calorifique, qui vont être traitées comme le plastique ou le bois. Cela va produire de l'eau chaude et de l'électricité. Un des objectifs de cette usine à CSR est de réduire d'un tiers à la moitié nos déchets ultimes.

Donc, nous travaillons, Messieurs. Et si vous avez des questions techniques, des chiffres, soyez courageux, ne le faites pas devant du public, mais faites-le en commission devant des gens et des ingénieurs qui vont vous répondre.

Monsieur le Président

Monsieur Pastor.

Gilbert PASTOR

Monsieur le Président, chers collègues, j'ai vécu de grands projets depuis que je suis Maire : le centre de stockage, le doublement de l'autoroute. C'est incroyable le nombre d'ingénieurs qui se lèvent lorsque l'on veut parler de circulation et qui vous expliquent que ce que vous allez faire ne va pas réussir. C'est incroyable le nombre de grands « y a qu'à » qui vous expliquent que ce qu'on fait ne va pas, mais qui oublient de donner des solutions, parce que j'attends toujours les solutions de certains.

À l'époque, c'est Georges Frêche qui nous avait fait voter l'usine de méthanisation ; effectivement, sous la pression des Verts. Cela a été voté parce que l'incinération avait des inconvénients pour la santé qui étaient avérés à ce moment. Nous sommes donc entrés là-dedans et cela induisait automatiquement un centre de stockage. Je voudrais rassurer Monsieur Cour : un centre de stockage ne s'ouvre pas en trois mois. Il faut au moins trois ans de démarches avant. Il faut des études de sol, de ceci, de cela et, ensuite, le permis met deux ans pour venir. À l'époque, il fallait au moins quatre ans pour ouvrir un centre de stockage. Maintenant, ça a encore dû augmenter.

Je voudrais tout de même rendre hommage à Philippe Saurel qui une fois élu a dit que le casier de Castries fermerait en 2019. Cela a été retardé de quelques mois car nous sommes arrivés au mois d'octobre. Il faut dire aussi que nous y avons déposé moins de tonnes maintenant, alors que la population a augmenté, que ce que l'on déposait au début. C'est pour cette raison qu'il a pu fonctionner pendant six mois de plus car normalement il aurait dû fermer en mars. Valérie, c'est moi qui te recevrai à Castries le 30. Nous irons sur les lieux. Ce sera avec plaisir.

Je voudrais également dire que la Métropole n'est pas restée inactive. Nous voyons aujourd'hui le petit manuel que vous allez distribuer pour augmenter le nombre de contenants dans la poubelle jaune. Nous nous rendons compte maintenant que, souvent, les poubelles jaunes sont plus pleines que les grises. Nous ne sommes pas restés complètement inactifs. Je rends hommage à tous les Vice-Présidents qui se sont occupés de ce dossier difficile car il y a beaucoup de « y a qu'à » en face. Comment fait-on ? À l'époque, quand il y a eu le centre de stockage à Castries, un journaliste de *Midi Libre* est tombé sur ma maman et lui a demandé ce qu'elle en pensait. Ma mère, ayant son franc-parler, lui a répondu : « *vous voulez que chacun mette ses ordures sous son lit ?* » Oui, il fallait résoudre ce problème.

Je voudrais rassurer les gens. Il y aura un comité de suivi qui va se réunir pendant 30 ans, une fois par an, pour évaluer l'évolution du centre de stockage. Le projet de réaménagement a été approuvé. Je l'ai approuvé en tant que Maire de Castries. Je vais d'ailleurs le présenter jeudi en Conseil municipal. Je crois que nous ne sommes pas restés inactifs sur ce sujet. C'est un problème difficile. Valérie continue le travail qui a été fait en faveur du recyclage. Il n'y a pas que cela, il y a également toutes les décisions qui vont être prises au niveau national pour limiter les emballages, les films plastiques, etc. car certains peuvent être recyclés et d'autres

pas. Il y a un problème de comportement des gens. Il a certes évolué en 20 ans mais il faudrait peut-être faire une campagne de sensibilisation auprès de nos concitoyens afin de leur expliquer pourquoi nous faisons cela. C'est comme pour la vaccination, les gens ont besoin d'un rappel de temps en temps. Merci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur le Maire.

Gilbert PASTOR

Et encore merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Monsieur Cour, faites-nous une précision. Apportez-nous quelques lumières. Éclairez-nous.

Christophe COUR

Je remercie Monsieur le Maire de Castries d'avoir les mêmes vues que moi sur le temps qu'il faut pour fabriquer un nouveau casier puisque vous avez indiqué que cela mettrait vraisemblablement quatre ans, ce qui est tout à fait logique. C'est-à-dire qu'entre novembre maintenant et les quatre ans à venir, nous ne pourrons pas régler ce problème sur notre territoire et donc nous envoyons nos ordures chez les autres. Concernant l'intervention de ma collègue Vice-Présidente, les gens qui verront votre intervention et la mienne jugeront. Merci beaucoup.

Monsieur le Président

Si je comprends bien, Monsieur Cour, vous vouliez faire un autre casier. C'est ça ?

Christophe COUR

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

C'est ce que vous venez de dire.

Christophe COUR

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Et alors, vous le faites où ce casier ?

Christophe COUR

Non, ce que je dis c'est qu'il n'y a rien qui a été prévu. Ce qui est dommage c'est que, malheureusement, comme rien n'a été prévu pour valoriser les déchets, je ne sais pas comment vous ferez après les élections municipales pour trouver une solution.

Monsieur le Président

Je ne suis pas candidat ! Combien de fois faut-il vous le dire ?

Christophe COUR

Quand j'étais dans votre équipe, ce n'est pas ce que vous disiez ! Vous vous souvenez ?

Monsieur le Président

Ah non !

Christophe COUR

Bien sûr, j'entends des voix !

Monsieur le Président

Ah non ! C'est un gros mensonge.

Christophe COUR

Le problème n'est pas là, de toute façon. À partir du mois de novembre, vous n'avez rien prévu. Vous allez

envoyer nos déchets chez les autres et ce n'est pas acceptable.

Monsieur le Président

Monsieur Cour, vous n'avez pas compris à quoi sert le Plan régional. Il établit des équilibres sur la gestion des déchets à l'échelon régional. Or, le Plan régional indique que sur toute la filière il y a suffisamment de lieux pour que, dans la région, les choses se passent en autarcie.

Valérie BARTHAS-ORSAL

C'est exactement ça : nous suivons le Plan régional ! Cela fait tout de même des années que nous en parlons.

Joël RAYMOND

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Monsieur le Maire de Montaud, la Région devrait seulement être un service décentralisé de l'État puisqu'il ne lève pas l'impôt. C'est ce qui me choque. La Région ne lève pas l'impôt. Elle peut dépenser comme elle veut et elle peut donner à qui elle veut, car elle n'a pas de contrôle ; ce n'est pas normal. Réforme territoriale. Réforme constitutionnelle. Sixième République mais pas celle de Mélenchon. Je l'ai écrit tout ça. Vous ne pouvez pas me taxer d'opportunisme. Je l'ai écrit en 2015. Il faut réformer les institutions. Par exemple, sur ce coup, la Région fait le schéma mais elle n'est pas chargée de le mettre en place. Elle fait un schéma mais elle n'est pas impactée pour sa mise en place. Même chose pour les aéroports. Même chose pour l'environnement. Même chose pour le SRADDET, le schéma d'aménagement durable du territoire. Elle n'a pas les outils pour le mettre en place. Il y a donc un problème dans l'exécution. Comme le disait Monsieur Revol, et je le rejoins là-dessus, ce type de choses éloigne les citoyens du pouvoir central parce qu'elle fait des schémas et ne les met pas en place.

Je mets aux voix l'affaire 63. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Tout le monde est d'accord. C'est bien, ça ! Vous aviez envie de parler, les gars ! C'est bien !

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 64 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ - MISE EN ŒUVRE DU SCHÉMA DIRECTEUR DES MOBILITÉS ACTIVES (SDMA) - APPEL A PROJETS FONDS MOBILITÉS ACTIVES - CONVENTION DE FINANCEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. DOMERGUE entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 64 : Mise en œuvre du Schéma Directeur des Mobilités Actives (SDMA). C'est notre concours au Plan vélo national. Nous avons obtenu trois projets sur six présentés. Je remercie la Ministre des Transports, Ministre de l'Écologie, Madame Borne. Je remercie également VéloCité qui nous a aidés à constituer les dossiers, les services de la Métropole, Monsieur Merliaut, Monsieur Goumont, Monsieur Fina. Mais, je voudrais aussi remercier Monsieur Schneider de la FUB qui nous a apporté sa science.

Ont été acceptés pour les continuités cyclables :

- Montferrier – Prades ;
- la rue Gossec qui est une liaison de l'axe magistral du SDMA entre Montpellier et Saint Jean de Védas qui était demandée par la Maire de Saint Jean de Védas et par nous-mêmes ;
- le RD 986 qui est la passerelle sur la Mosson entre Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone. Les trois projets seront abondés par l'État sur le financement de ces continuités cyclables.

Ensuite, nous avons trois projets qui, pour le moment, n'ont pas été retenus mais, je ne désespère pas qu'ils le soient après ma rencontre avec Elisabeth Borne qui doit se faire incessamment :

- la route métropolitaine 986 entre Saint-Gély-du-Fesc et Montpellier pour laquelle nous avons déjà signé une convention avec le Département, la Métropole, la Ville de Saint-Gély et l'Agglomération du Grand-Pic Saint-Loup. C'est Madame Jannin qui nous représentait à Saint-Gély ;

- la route départementale n° 5 entre Cournonsec et Montbazin qui a fait l'objet d'une reconstitution par le Département d'un côté et qui viendra se rabouter avec le morceau de route départementale qui est passée dans le giron de la Métropole lors du transfert de la voirie Département/Métropole. Le Département a fait le côté Montbazin et s'est arrêté à Cournonsec. À partir de Cournonsec, c'est nous qui allons le faire avec la bienveillance du Maire de la commune, Madame Illaire. Il y a des pistes cyclables sur cette voirie (RD5) ;
- l'avenue de Toulouse est le projet le plus coûteux, onéreux. Nous n'avons pas eu de prise en compte de l'État. Je me déplacerai à Paris pour pouvoir discuter ce dossier qui est fondamental et qui anticipe le passage de la ligne 5 de tramway sur Clemenceau et qui est aussi un axe majeur du SDMA pour entrer et sortir en ville.

Qui demande la parole ? Je remercie donc l'État et j'attends encore de lui. Nous délibérerons à nouveau pour les trois autres projets. Nous en actons donc trois : Montferrier – Prades ; Montpellier – Saint Jean de Védas ; Lattes – Villeneuve-lès-Maguelone.

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N° 65 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ - TRAMWAY LIGNE 5 – HABILLAGE DES RAMES – APPEL A IDÉES – APPROBATION

M. R. COTTE et M. G. PASTOR sortent définitivement de séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Président

Affaire 65 : il s'agit du tramway ligne 5 et de l'habillage des rames. Nous avons souhaité avec Monsieur Rico, Vice-Président, et les élus, proposer un concours ouvert dans lequel chaque citoyen peut s'exprimer. Monsieur Rico.

Jean-Pierre RICO

Les quatre lignes de tramways du réseau portent toutes une image. Nous avons les hirondelles pour la ligne n° 1, les fleurs multicolores pour la ligne n° 2, les paysages marins pour la ligne 3 et les monuments baroques pour la ligne 4. Ces habillages font partie du paysage urbain, identifient le tramway dans la Métropole.

Pour la ligne 5, le souhait était de lancer un appel d'offres ouvert sur le thème « *citoyens du monde* ». Les participants devront proposer une idée, déclinée par un plan pour promouvoir les valeurs d'universalisme, de respect, d'échanges interculturels et pour incarner l'engagement citoyen au service de la planète.

Le jury retiendra les cinq meilleurs projets qui auront, dans le respect du règlement, répondu au mieux à l'appel à idées. Il est proposé que ce jury soit composé de trois élus de la Métropole et de quatre personnalités compétentes qui seront désignées ultérieurement. Ces projets seront soumis à votation populaire. Celui qui sera retenu bénéficiera par la suite d'un travail par un professionnel en coordination avec le lauréat pour adapter l'idée originale au projet technique. Le résultat servira à habiller les rames de la ligne n° 5.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Rico. Qui demande la parole ? Madame Brissaud.

Anne BRISSAUD

Monsieur le Président, chers collègues, nous parlons de la ligne 5 et j'en profite pour vous rappeler que, régulièrement, nous intervenons avec mon collègue Éric Petit sur ce point et que nous vous demandons de réfléchir à cette option d'arrêter les travaux de la ligne. Votre adjoint s'amuse, mais j'ai l'habitude avec lui devant, qui fait la marionnette. Cela montre, tout de même, le niveau. Continuez, Monsieur Youssous, amusez-vous ! C'est tout de même sérieux la ligne 5, c'est 450 millions d'euros. Si vous n'avez pas envie de parler de choses sérieuses, vous pouvez aussi sortir. C'est 450 millions d'euros pour à peu près 100 000 voyageurs, grand maximum. Cela fait 4 500 € d'investissement par voyageur. Je trouve que c'est beaucoup. Nous sommes sur un débat qui me semble plus large que cela. Je sais que nous allons parler du décor mais,

franchement, la publicité que vous allez faire sur le tram n'est pas un sujet à la hauteur.

Monsieur le Président

Pardonnez-moi, il y a quelque chose que je ne comprends pas. Vous venez de me dire 100 000 voyageurs.

Anne BRISSAUD

Au maximum sur cette ligne.

Monsieur le Président

Par jour.

Anne BRISSAUD

Ce sont généralement les mêmes. Les études montrent que...

Interventions hors micro.

Anne BRISSAUD

Attendez, ne rigolez pas ! Ce n'est pas parce que Monsieur Saurel parle que vous devez applaudir. C'est 100 000 voyageurs en tout, intéressés sur cette ligne. En tout, vous avez 100 000 personnes concernées par cette ligne au grand maximum sur la Métropole complète. C'est tout ce que je vous dis.

Monsieur le Président

Par jour.

Anne BRISSAUD

Nous aurons peut-être les chiffres un jour.

Monsieur le Président

Madame Brissaud.

Anne BRISSAUD

Non. Essayez de me laisser finir, s'il vous plaît.

Monsieur le Président

Je ne peux pas vous laisser dire ça ! C'est trop gros !

Anne BRISSAUD

Combien alors ?

Monsieur le Président

Ce n'est pas ça ! Les 100 000 usagers qui prennent le tramway tous les jours payent.

Anne BRISSAUD

Ils ne payent pas le coût réel du tramway.

Monsieur le Président

Ils voyagent gratuitement alors ?

Anne BRISSAUD

Arrêtez, nous savons très bien qu'ils vont en payer une partie. Ce sont les collectivités qui financent le coût d'un trajet. On ne va pas dire qu'ils payent, ils participent. Ils ont une participation au coût du trajet mais qui ne va pas combler rapidement les 450 millions d'investissement.

Monsieur le Président

Vous me dites : ça vaut 450 millions d'euros, il y a 100 000 voyageurs donc ça fait 4 500 € par voyageur.

Anne BRISSAUD

Pour l'investissement de départ. C'est un coût.

Monsieur le Président

Ce calcul n'est pas acceptable.

Anne BRISSAUD

Vous ferez votre calcul et vous nous l'annoncerez car, visiblement, même avec l'autre candidat vous n'êtes pas d'accord sur le coût d'un billet.

Monsieur le Président

Je ne suis pas candidat. Ne dites pas l'autre, je ne suis pas candidat.

Anne BRISSAUD

Entre 38 millions et 24 millions, nous ne sommes pas vraiment au courant de combien coûtent réellement les billets.

Monsieur le Président

Madame Brissaud, vous avez une vision des mathématiques qui me dépasse.

Anne BRISSAUD

Certainement, mais je suis tout de même une scientifique, donc nous pouvons en parler. Je vais tout de même finir mon propos

Monsieur le Président

Allez-y.

Anne BRISSAUD

Vous nous engagez dans des travaux qui vont... Monsieur Youssous, s'il vous plaît, je parle, vous pourriez au moins respecter cela. Vous allez me laisser m'exprimer. Cela me paraît normal. C'est le moindre des respects que l'on peut avoir avec les élus de la Métropole. Il s'est amusé un petit peu. Il recommence. C'est bien ! Coucou ! Les marionnettes ! On est content, Monsieur Youssous, au moins, ça, vous savez le faire. En revanche, sur les sujets sérieux, on ne vous entend pas beaucoup.

Ce sont donc des installations qui vont nous bloquer pendant des décennies et qui vont bloquer les Montpelliérains et la vision de la ville et du développement de la ville que nous pourrions avoir. Quand je parle du développement, ce n'est pas en nombre et en surface d'habitation mais c'est vraiment une vision à long terme des modes de transport que l'on peut avoir. J'ai vu, et j'ai un peu d'espoir pour cela et c'est pour cette raison que je demande que l'on revérifie qu'il n'y a pas de nos jours des moyens de se déplacer qui sont moins coûteux, qui occupent moins d'espace au sol, moins d'espace en l'air car il y a également les câbles aériens que l'on voit et qui ne sont tout de même pas d'un esthétisme incontournable.

Ensuite, ce qui est intéressant, c'est que vous avez testé récemment – et je regrette que cela ne soit pas arrivé plus tôt dans le mandat – de nouveaux modes de transport à énergie non fossile. Maintenant, vous savez que cela existe. Il y a cinq ou six ans quand vous avez voulu cette ligne 5, peut-être n'aviez-vous pas suffisamment voyagé. Durant votre mandat, on voit que vous découvrez le monde et la nouvelle technologie ; tant mieux, Monsieur le Président. Maintenant, mettez en application. Ce n'est pas un bus, ce n'est pas une nouvelle navette qu'il faut tester mais de nouveaux modes de transport complémentaires. Faites des expérimentations. On ne vous demande pas de faire quelque chose de pérenne mais juste d'essayer de penser autrement que quelque chose qui va nous encombrer pendant des décennies. Je vous demande ça. Vous pouvez parler du décor du tram si cela vous intéresse. Là, nous sommes au tout début. Vous avez à peine commencé et nous pouvons encore faire marche arrière. Je vous demande donc de changer de cap Monsieur le Président... et d'adjoint, ce ne serait pas mal non plus.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Personne. Qui s'abstient ? Six abstentions. Adoptée à l'unanimité des exprimés.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Abstentions : 6 voix

Se sont abstenus : Mme Anne BRISSAUD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clare HART, M. Hervé MARTIN, M. Jean-Pierre MOURE, M. Eric PETIT.

AFFAIRE N° 66 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ - PROJET HYDROGÈNE ET MOBILITÉ DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION

M. C. COUR (avec le pouvoir de M. A. LARUE) et Mme. C. DARDE (avec le pouvoir de M. J-P GRAND) sortent de séance.

M. J-F AUDRIN sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. E. PENSO.

M. Y. PELLET sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. G. BALAZUN.

Monsieur le Président

Affaire 66 : Transports et Mobilité – Projet Hydrogène et Mobilité. Ça tombe bien, l'hydrogène arrive. Monsieur Rico, expliquez à Madame Brissaud ce qu'est l'hydrogène.

Jean-Pierre RICO

Dans le cadre de cette délibération, il est proposé de participer à l'appel à projets H2mobilité 2019 initié par l'Ademe. Ce projet vise à favoriser un écosystème de mobilité hydrogène, c'est-à-dire une zone sur laquelle s'organise simultanément une logistique de production et de distribution d'hydrogène par électrolyse, procédé valorisant de la biomasse ou du biogaz, mais aussi une source locale d'hydrogène coproduit par électrolyse, les stations de distribution ainsi que les usages locaux de véhicules de transport de personnes ou de marchandises.

Pour ce qui nous concerne, le projet comprendrait une production d'électricité photovoltaïque, une production d'hydrogène par électrolyse, un stockage d'hydrogène, des stations de distribution publiques et privées et une flotte de véhicules de transport de personnes et de marchandises. Ce dispositif pourrait être déployé sur un des centres techniques de la TaM existants ou futurs.

Pour réaliser cette opération, il est proposé de formaliser une candidature de Montpellier Méditerranée Métropole en partenariat avec la TaM qui est l'exploitant du réseau de transport métropolitain, avec Énergies du Sud qui est la filiale énergétique de la SERM et Hynamics qui est la filiale d'EDF spécialisée dans la production d'hydrogène bas carbone.

Par ailleurs, dans le cadre de cette délibération, il est également proposé que la Métropole adhère à l'Association française pour l'hydrogène et les piles combustibles qui est régie par la loi 1901. Celle-ci fédère les acteurs de l'hydrogène, des piles à combustible en France que ce soient les entreprises, les laboratoires, les instituts de recherche, les pôles de compétitivité, les collectivités territoriales et associations régionales. C'est une association qui est affiliée au niveau européen à Hydrogen Europe et au niveau international à la Fuel Cell & Hydrogen Energy Association aux États-Unis.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Rico. Qui demande la parole pour l'hydrogène ? Monsieur Savy.

Jean-Luc SAVY

On parlait d'énergie et de déplacement. Je suis tout à fait favorable à ce que cette délibération puisse voir le jour. Je pense que l'hydrogène est l'énergie de propulsion de demain, surtout si elle est produite avec de l'énergie solaire et de manière propre. Je reste persuadé qu'après la voiture électrique, telle qu'elle existe aujourd'hui avec des batteries qu'on ne sait pas vraiment recycler, on pourra demain rouler à l'hydrogène de manière plus autonome et en production propre. Nous avons parlé tout à l'heure des modes de déplacement alternatifs, de VéloCité, de se déplacer dans une Métropole comme Montpellier de manière plus sportive en santé sans pollution, ce qui est le cas avec des véhicules à hydrogène. De plus, nous savons que le coût de l'énergie ne va pas baisser, en tout cas pour les véhicules à essence.

Je voterai donc favorablement cette délibération.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Savy. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, Mme Véronique PEREZ, M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 67 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ - TRAMWAY LIGNE 5 - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL D'INDEMNISATION AVEC LA SNC CAMPUS HIRONDELLES POUR LA RÉALISATION DES TRAVAUX DE RECONSTITUTION DES LIMITES DE LA PARCELLE AS362 LE LONG DE LA ROUTE DE MENDE A MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 67 : tramway ligne 5 – Protocole transactionnel d'indemnisation avec la SNC CAMPUS HIRONDELLES pour la réalisation des travaux de reconstitution des limites de la parcelle le long de la route de Mende. Qui demande la parole ? Je fais voter. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Sur la route de Mende, nous allons organiser la construction du tram un peu différemment en reperméabilisant les sols qui, depuis, sont couverts de goudron et de bitume avec des fossés latéraux, que l'on appelle des noues, qui ne jouent pas leur rôle en cas de fortes pluies. Je rappelle que ce secteur est animé en souterrain par le Chambéry qui est une rivière souterraine très active et qui inonde souvent le quartier des Beaux-Arts et le quartier bas de la Justice de Castelnau. Nous allons donc profiter de la construction de la ligne 5 sur la route de Mende pour l'ouvrir largement à la perméabilité de la terre, des sols, afin que les eaux de pluie puissent s'y infiltrer. Nous ferons également des bassins de rétention sur la place de la Voie Domitienne juste en face de l'entrée de Paul Valéry.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Véronique PEREZ.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenus : Mme Anne BRISSAUD, M. Eric PETIT.

AFFAIRE N° 68 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ - TRAMWAY LIGNE 5 - COMMISSION D'INDEMNISATION A L'AMIABLE - CRÉATION DE LA COMMISSION - DÉSIGNATION PARTIELLE DES MEMBRES DE LA COMMISSION - COMPLÉMENT A LA DÉLIBÉRATION N°M2019-316 DU 25 JUIN 2019

M. C. COUR (avec le pouvoir de M. A. LARUE) et Mme. C. DARDE (avec le pouvoir de M. J-P GRAND) entrent en séance.

M. R. CAIZERGUES, M. B. TRAVIER et M. J-L SAVY sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 68 : tramway ligne 5 – Commission d'Indemnisation à l'Amiable – Création de la Commission. Qui demande des précisions au rapporteur Monsieur Rico ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Anne BRISSAUD

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Vous ne vous êtes pas abstenue sur celle d'avant.

Anne BRISSAUD

Parce que vous allez super vite.

Monsieur le Président

J'ai donné les explications.

Anne BRISSAUD

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Si vous me le permettez, chers collègues, je vous propose de refaire voter l'affaire 67 car j'aime bien ceux qui votent contre la ligne de tramway.

Affaire 67 : Contre ? Abstention ? Deux abstentions. Adoptée à l'unanimité des exprimés.

Affaire 68 : Contre ? Abstention ? Deux abstentions. Adoptée à l'unanimité des exprimés.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenus : Mme Anne BRISSAUD, M. Eric PETIT.

AFFAIRE N° 69 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY LIGNE 5 – PROTOCOLE TRANSACTIONNEL D'INDEMNISATION AVEC LA SOCIÉTÉ TERRES DU SOLEIL PROMOTION POUR LA RÉALISATION DES TRAVAUX DE RECONSTITUTION DE LA PARCELLE AM33 LE LONG DE LA ROUTE DE MENDE A MONTPELLIER – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 69 : pour la ligne 5, il s'agit du protocole transactionnel d'indemnisation avec la société Terres du Soleil Promotion pour la réalisation des travaux de reconstitution de la parcelle AM33 le long de la route de Mende. Madame Perez et Monsieur Boumaaz ne prennent pas part au vote. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Deux abstentions. Adoptée à l'unanimité des exprimés.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Véronique PEREZ.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenus : Mme Anne BRISSAUD, M. Eric PETIT.

AFFAIRE N° 70 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – CONVENTIONS DE FONDS DE CONCOURS ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LES COMMUNES DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE, PEROLS, LATTES, BAILLARGUES, LE CRES ET BEAULIEU – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 70 : Monsieur Breysse, Vice-Président, Maire de Cournonterral, vous propose des conventions de fonds de concours entre la Métropole de Montpellier et les communes de Villeneuve-lès-Maguelone, Pérols, Lattes, Baillargues, Le Crès et Beaulieu. Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 71 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE DU DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT A MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE POUR LA LIAISON DOUCE LONGEANT LA RD189 – COMMUNES DE LATTES (BOIRARGUES) – MAUGUIO – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. CAIZERGUES entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 71 : il s'agit du transfert de maîtrise d'ouvrage du Département de l'Hérault à la Métropole pour la liaison douce entre Lattes et Mauguio. Monsieur Breysse.

Thierry BREYSSE

Monsieur le Président, mes chers collègues, bonsoir. Cette liaison nécessite une intervention car elle est située le long de la RD189 sur la commune de Mauguio. Il faut donc faire une convention afin de transférer à la Métropole l'intégralité de la maîtrise d'ouvrage des travaux d'aménagement de liaison douce qui longe cette départementale 189 entre Mauguio et Lattes.

Il s'agit également d'approuver le montant de l'enveloppe globale qui s'élève à 250 000 €.

Elle est située sur la zone de développement économique au Nord de la RD189, située sur la commune de Lattes, vers la station de la ligne 3 du tramway.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Personne. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 72 : HORS COMMISSION – COMPLÉMENTS RELATIFS AUX TARIFS – MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°M2018-694 DU 21 DÉCEMBRE 2018

M. B. TRAVIER entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 72 : Monsieur Lévia vous propose des compléments relatifs aux tarifs et la modification de la délibération n°M2018-694 du 21 décembre 2018. Qui demande des précisions auprès du Vice-Président Max Lévia ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 73 : HORS COMMISSION – CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LE POINT POUR LA CO-ORGANISATION DE LA TROISIÈME ÉDITION DE FUTURAPOLIS SANTE A MONTPELLIER – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme. I. GIANIEL sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Président

Affaire 73 : Abdi El Kandoussi vous propose une convention entre la Métropole et *Le Point* pour la co-organisation de la troisième édition de Futurapolis Santé qui se tiendra les 18 et 19 octobre à l'Opéra-Comédie et qui aura pour thème « *Comment rester jeune* ». Ça intéresse tout le monde. Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 74 : HORS COMMISSION – CENTRE FRANÇAIS D'EXPLOITATION DU DROIT DE COPIE – CONTRAT COPIES INTERNES PROFESSIONNELLES D'ŒUVRES PROTÉGÉES – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 74 : Centre français d'exploitation du droit de copie. Il s'agit du contrat copies internes professionnelles d'œuvres protégées. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 75 : HORS COMMISSION - SOMMET DES MAIRES DU PACTE DE MILAN SUR LA POLITIQUE ALIMENTAIRE ET URBAINE A MONTPELLIER - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE RÉCEPTION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J-L SAVY entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 75 : il s'agit du Sommet des Maires du Pacte de Milan sur la politique alimentaire et urbaine à Montpellier. Il s'agit de la prise en charge des frais de déplacement et de réception. Qui demande la parole ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 76 : HORS COMMISSION – PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE VENUE D'UNE JOURNALISTE DANS LE CADRE DE L'OUVERTURE DU MOCO ET DE LA TENUE DU FESTIVAL MONTPELLIER DANSE – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 76 : Prise en charge des frais de venue d'une journaliste dans le cadre de l'ouverture du MoCo et de la tenue du Festival Montpellier Danse. 493,04 €. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Guy BARRAL, Mme Maud BODKIN, M. Thierry BREYSSE, Mme Rosy BUONO, M. Roger CAIZERGUES, Mme Titina DASYLVA, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, M. Arnaud MOYNIER, M. Jean-Luc SAVY, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

AFFAIRE N° 77 : HORS COMMISSION – REPRÉSENTATIONS DU CONSEIL DE MÉTROPOLE – DÉSIGNATIONS

Monsieur le Président

Affaire 77 : Représentations du Conseil de Métropole – Désignations. Je vous propose pour le Conseil maritime de façade de Méditerranée, où il faut nommer un titulaire et un suppléant, moi-même en titulaire et Madame Jannin en suppléante. Est-ce qu'il y a d'autres candidats ? Est-ce que quelqu'un demande un vote secret ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Adoptée à l'unanimité des exprimés. Je vous remercie.

Il est proposé de désigner un représentant élu titulaire ainsi qu'un représentant élu suppléant au sein du Conseil maritime de façade de Méditerranée.

Monsieur le Président propose les candidatures suivantes :

- **Monsieur Philippe SAUREL, titulaire ;**
- **Madame Stéphanie JANNIN, suppléante.**

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Le Conseil, sur proposition du Président, décide à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Anne BRISSAUD.

AFFAIRE N° 78 : HORS COMMISSION - ARTICLE L.5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - DÉLÉGATIONS PERMANENTES - MODIFICATION - AUTORISATION

Monsieur le Président

Affaire 78 : il s'agit de l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales et de délégations permanentes. Ce sont des points techniques. Contre ? Abstention ? Deux abstentions. Adoptée à l'unanimité des exprimés.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenus : Mme Anne BRISSAUD, M. Eric PETIT.

Chers collègues, je vous remercie. Avant de partir, je vous invite à suivre les travaux de Futurapolis santé. Ce sera vraiment un colloque sur la santé du futur de grande qualité.

Le prochain Conseil de Métropole se tiendra le 18 novembre à 18 heures.

Le 7, vous êtes conviés à la journée du Pacte de Milan qui est ouverte au grand public et aux élus avec l'arrivée des délégations. Le soir, la nuit de l'alimentation durable se tiendra à la salle des rencontres de la Mairie de Montpellier.

Merci à tous. Je tiendrai demain une conférence de presse avec le nouveau président du Cinémed, mon ami Leoluca Orlando, Maire de Palerme. Il arrive ce soir. Je vais l'accueillir tout à l'heure. Je demande à mon cabinet, pour le Maire de Palerme, de convier Madame Fourcade parce qu'elle est très liée avec la Sicile. Je ne savais pas que son nom de jeune fille était sicilien. Nous avons donc quatre Siciliens dans l'équipe de la

Ville : Madame Marsala, Monsieur Di Ruggiero et Monsieur Tortorici et Madame Fourcade.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h30.